

## SOLIDARITÉS

### ACTION SOCIALE

#### Enfance et famille

MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS  
ET DE LA SANTÉ

*Direction générale de la cohésion sociale*

Service des politiques sociales  
et médico-sociales

Sous-direction de l'enfance et de la famille

Bureau de la protection des personnes

Service des politiques d'appui

Sous-direction des affaires financières  
et de la modernisation

Bureau des budgets et de la performance

Bureau de la gouvernance du secteur social  
et médico-social

### **Instruction n° DGCS/2A/5A/5C/182 du 3 juillet 2017 relative aux orientations de l'exercice 2017 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales**

NOR : SSAA1716186J

*Date d'application* : immédiate.

Examinée par le COMEX en date du 8 juin 2017.

*Catégorie* : directives adressées par le ministre aux services chargés de leur application, sous réserve, le cas échéant, de l'examen particulier des situations individuelles.

*Résumé* : la présente instruction rappelle les modalités de financement des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM) et des services délégués aux prestations familiales (SDPF) et fixe les orientations relatives à l'examen des budgets prévisionnels 2017 de ces services.

*Mots clés* : financement – taux directeurs – budgets prévisionnels – dotations globales de financement.

*Références* :

Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L.314-4, L.361-1, L.361-2, R.314-193-1 et R.314-193-3;

Loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance;

Loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs;

Décret n° 2008-1498 du 22 décembre 2008 fixant les listes de prestations sociales mentionnées aux articles L.271-8 et L.361-1 du code de l'action sociale et des familles et à l'article 495-4 du code civil et le plafond de la contribution des bénéficiaires de la mesure d'accompagnement ;

Décret n° 2008-1506 du 30 décembre 2008 relatif à la mesure d'accompagnement social personnalisé et à la mesure d'accompagnement judiciaire;

Décret n° 2010-1404 du 12 novembre 2010 fixant le barème national de l'indemnité complémentaire allouée à titre exceptionnel aux mandataires judiciaires à la protection des majeurs;

Décret n° 2011-936 du 1<sup>er</sup> août 2011 relatif à la rémunération des mandataires judiciaires et à diverses mesures de simplification en matière de protection juridique des majeurs;

Arrêté du 9 juillet 2009 fixant les indicateurs des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales et leurs modes de calcul pris en application de l'article R. 314-29 du code de l'action sociale et des familles.

*Annexes :*

Annexe 1. – Bilan de l'exercice 2016.

Annexe 2. – Montant des dotations régionales limitatives 2017 pour les SMJPM.

Annexe 3. – Modalités de calcul, objectifs et interprétation des indicateurs applicables aux services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et aux services délégués aux prestations familiales.

Annexe 4. – Rappel des fondamentaux de la tarification des établissements sociaux et médico-sociaux.

Annexe 5. – Valeur des indicateurs des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs.

Annexe 6. – Valeur des indicateurs des services délégués aux prestations familiales (SDPF).

Annexe 7. – Tableau de calcul de la DGF des SDPF par financeur public.

*La ministre des solidarités et de la santé à Madame et Messieurs les préfets de région; copie à : Mesdames et Messieurs les préfets de département; Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale; Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux et départementaux de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale; Mesdames et Messieurs les directeurs de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale outre-mer.*

La présente instruction définit le cadre de la campagne budgétaire 2017 des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM) et des services délégués aux prestations familiales (SDPF); elle s'inscrit dans la poursuite de l'effort de convergence tarifaire engagé depuis 2009 visant à réduire les disparités entre les services les mieux et les moins dotés, à charge d'activité comparable objectivée par les indicateurs réglementaires.

En ce qui concerne les SMJPM, elle précise les paramètres qui ont permis de déterminer les dotations régionales limitatives (DRL) et rappelle les orientations relatives à la fixation de leurs dotations globales de financement (DGF).

À titre liminaire, il est précisé que les ressources dédiées aux dépenses de protection des majeurs de l'État (services mandataires et mandataires individuels) au titre de l'exercice 2017 sont imputées sur le programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » au sein de l'action 16 « Protection juridique des majeurs ». Le montant des crédits s'élève en loi de finances initiale à 650 M€ dont 3 M€ pour financer l'information et le soutien aux tuteurs familiaux. Le montant de ces crédits progresse de 1,95 % par rapport à 2016.

Je vous rappelle, par ailleurs, que, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, le dispositif de financement des mandataires judiciaires a été simplifié et, qu'en application du I de l'article L. 361-1 du CASF, l'État finance 99,7 % des DGF de chaque SMJPM et le conseil départemental 0,3 %.

S'agissant des SDPF, pour lesquels aucune DRL n'est fixée puisque l'État est chargé uniquement de leur tarification (leur financement étant assuré par les organismes de sécurité sociale), l'instruction rappelle les modalités de cette tarification (voir 2.2.) et la nécessité d'allouer les ressources dans une logique de réduction des écarts entre les services les mieux et les moins dotés, à l'instar des SMJPM. Au 31 décembre 2016, le nombre de mesures prises en charge par les SDPF était de 17 300.

## **1. Modalités de détermination des dotations régionales limitatives des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs au niveau national**

### *1.1. Orientations 2017*

Le montant alloué aux SMJPM en loi de finances pour 2017 est décliné au niveau régional en dotations régionales limitatives, leur montant prévisionnel est présenté en annexe 2, l'arrêté fixant la DRL paraîtra fin Août/début septembre. Leurs montants ont été déterminés en tenant compte de la poursuite de l'effort de convergence tarifaire tendant à réduire les disparités entre les services.

L'indicateur utilisé à cette fin est celui relatif à la valeur du point service qui permet de comparer les charges globales d'un service tutélaire en neutralisant l'hétérogénéité des mesures prises en charge. La valeur de cet indicateur correspond au coût du point du service.

Au regard de ces éléments, les DRL 2017 ont été calculées en tenant compte des données et critères suivants :

- le budget autorisé en 2016 et les recettes en atténuation ;
- des mesures nouvelles accordées à hauteur de 0,16 % au niveau national. Afin de poursuivre la politique de convergence tarifaire engagée depuis 2009, ces mesures nouvelles ont été allouées dans l'objectif de réduire les écarts entre les services les mieux dotés et les moins dotés. L'évolution des DRL tient donc compte des disparités entre services, mesurées par la valeur du point service, et permet ainsi une modulation positive des dotations pour les services dont les valeurs du point service 2015 et 2016 sont inférieures à 13,5 et des mesures d'économie pour les services dont les valeurs du point service 2015 et 2016 sont supérieures à 15. Pour les autres services ayant une valeur du point service 2015 et 2016 se situant entre 13,5 et 15, les progressions des dotations sont fonction de l'évolution de l'activité et de son impact sur la valeur du point service mais doivent être limitées à 0,16 % en moyenne ;
- la quote-part de l'État fixée au niveau national qui correspond à 99,7 % du montant des DGF des services. Le reste de la DRL (0,3 %) est financé par le conseil départemental. Cette répartition du financement entre l'État et le département est prévue au I de l'article L 361-1 du CASF. Cet article dispose que la dotation globale des SMJPM est « à la charge du département du lieu d'implantation du siège de l'organisme gestionnaire du service pour 0,3 % de son montant et de l'État pour le solde ».

Au regard de ces éléments, la DRL de votre région peut évoluer à la baisse en raison d'une progression des recettes en atténuation plus importante que l'évolution des budgets des services ou de l'application de mesures d'économie aux services les plus dotés.

### *1.2. Information et soutien aux tuteurs familiaux et impact sur les DRL*

Dans le cadre du PLF 2017, des crédits à hauteur de 3 M€ ont été obtenus pour financer la mise en place de l'information et du soutien aux tuteurs familiaux (ISTF) en complément des actions déjà mises en œuvre.

En effet, le bilan quantitatif réalisé en décembre 2016 sur la mise en œuvre de l'ISTF indique qu'une grande partie des départements mettent en œuvre le dispositif même si les moyens affectés sont faibles (0,45 ETP en moyenne).

Ces actions bénéficiaient les exercices précédents de crédits relevant de la DRL, versés soit dans le cadre de la DGF, soit sous forme de subvention.

Pour 2017, ces crédits seront maintenus dans la DRL mais devront être versés sous forme de subvention.

À ce titre, vous devrez donc :

- retirer du budget des services le montant affecté à cette activité ;
- déduire de la DGF le montant alloué pour ce dispositif ;
- inscrire le montant du financement État dans Chorus à la ligne « Information et soutien aux tuteurs familiaux ».

Les 3 M€ supplémentaires obtenus pour 2017 feront l'objet d'une délégation spécifique.

### *1.3. Poursuite du développement des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens*

Comme pour les années passées, il est important que la dynamique de développement des contrats d'objectifs et de moyens (CPOM) se poursuive sur le secteur notamment dans le but d'accompagner le gestionnaire dans une démarche stratégique.

En effet, le CPOM est un outil permettant de moderniser le dialogue entre les pouvoirs publics et les ESSMS en fixant des objectifs de qualité, d'efficience et de performance, en contrepartie de perspectives pluriannuelles sur le financement des établissements. Il sert en outre de vecteur de simplification et de souplesse pour la tarification et renforce le dialogue avec le gestionnaire.

Le CPOM constitue un levier de mise en œuvre des objectifs des différents schémas élaborés localement et ainsi, il constitue l'instrument privilégié de déclinaison de la priorité nationale et territoriale dans le domaine d'intervention de la personne morale gestionnaire. Il est l'occasion de mettre en cohérence les objectifs du gestionnaire et de ses structures avec les priorités de politiques publiques établies notamment dans les documents de programmation régionaux et/ou départementaux.

Des outils construits pour le secteur médico-social sont susceptibles de vous aider dans le cadre de vos procédures de contractualisation, il s'agit :

- du guide de l'ANESM « ESSMS : VALORISEZ LES RÉSULTATS DE VOS ÉVALUATIONS<sup>1</sup> » : Ce guide à destination des directions d'établissements et services a pour but de les aider à construire le plan d'amélioration continue de la qualité à la suite des évaluations internes et externes;
- du guide de l'ANAP<sup>2</sup> pour accompagner les autorités en charge du déploiement des CPOM en élaborant des outils en leur direction afin de favoriser la contractualisation.

D'une manière plus générale, la dynamique CPOM fait l'objet d'une nouvelle impulsion de la part des pouvoirs publics sur le secteur médico-social avec l'article 58 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement et l'article 75 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale.

#### 1.4. Points de vigilance

Il paraît utile de rappeler à l'ensemble des services tarificateurs l'attention particulière qu'il convient d'avoir au moment de l'examen des budgets sur le niveau de trésorerie des services, la mise en œuvre des contrôles internes de dépenses, la qualité de la gestion des biens des majeurs, les modalités des évaluations externes et la pertinence des politiques d'investissement des services. L'ensemble de ces éléments constituent d'ailleurs des sujets orientant l'élaboration d'objectifs partagés avec les services dans le cadre de la contractualisation des CPOM.

## 2. Modalités de détermination des dotations globales de fonctionnement au niveau régional des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales

### 2.1. La tarification des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

#### 2.1.1. Critères de détermination de la DGF des SMJPM

Il est rappelé que les SMJPM sont financés sous forme de dotation globale de fonctionnement, déterminée à l'issue d'une procédure budgétaire contradictoire qui dure 60 jours à compter de la date de publication de l'arrêté fixant les dotations régionales limitatives. Pour déterminer le montant de la DGF allouée à chaque service sur la base de ses propositions budgétaires, vous devez tenir compte, d'une part, des orientations budgétaires (2.1.1.1) et, d'autre part, des valeurs nationales, régionales et départementales des indicateurs du secteur (2.1.1.2.)

##### 2.1.1.1. Les orientations budgétaires

Pour la campagne 2017, l'évolution moyenne régionale devra rester circonscrite dans la limite des orientations indiquées au point 1.1.

Vous devrez vous inscrire dans le cadre d'une démarche de comparaison entre services et d'harmonisation des coûts.

Afin de respecter au niveau national l'enveloppe allouée dans le cadre de la loi de finances 2017, vous pourrez accorder des mesures nouvelles en tenant compte de l'objectif de convergence rappelé au 1 de la présente instruction et dans la limite de votre dotation régionale limitative. Les mesures nouvelles (ex : moyens supplémentaires en terme de personnel) seront réservées aux services dont les valeurs du point service 2015 et 2016 sont inférieures à 13,5. Celles accordées aux services dont les valeurs du point service 2015 et 2016 se situent entre 13,5 et 15 devront être limitées à 0,16 % en moyenne. Enfin, des mesures d'économies devront s'appliquer aux services dont les valeurs du point service 2015 et 2016 sont supérieures à 15.

##### 2.1.1.2. Indicateurs

Vous trouverez en annexe 3 la présentation des 12 indicateurs applicables. Les valeurs nationales, régionales et départementales pour 2015, 2016 et 2017 de ces différents indicateurs sont présentées en annexe 5 pour les SMJPM.

L'utilisation de ces indicateurs dans la procédure budgétaire doit vous permettre d'objectiver l'allocation des ressources et de la rendre plus efficiente. En effet, la comparaison des résultats des

---

<sup>1</sup> [http://www.anesm.sante.gouv.fr/IMG/WEB\\_GUIDE\\_EVALUATION\\_SUITE\\_A5\\_091216.pdf](http://www.anesm.sante.gouv.fr/IMG/WEB_GUIDE_EVALUATION_SUITE_A5_091216.pdf)

<sup>2</sup> <http://www.anap.fr/publications-et-outils/outils/detail/actualites/negociier-et-mettre-en-oeuvre-les-cpom-dans-le-secteur-medico-social-kit-doutils/>

indicateurs de services fournissant des prestations comparables permet de mieux appréhender les spécificités de chaque structure et de justifier des éventuels écarts entre les ressources allouées aux différents services.

L'utilisation des indicateurs s'inscrit donc pleinement dans la logique de la procédure budgétaire contradictoire et favorise le dialogue entre le financeur et le gestionnaire sur la base d'éléments objectifs. Elle consolide la motivation de vos modifications des propositions budgétaires en cas de contentieux tarifaire.

Les modalités d'utilisation des indicateurs que vous souhaitez mettre en œuvre doivent être précisées dans le rapport d'orientation budgétaire mentionné au 5° de l'article R.314-22 du CASF.

En appui à vos démarches de tarification des SMJPM, vous trouverez, en annexe 4, un rappel des fondamentaux de la tarification des établissements sociaux et médico-sociaux.

#### 2.1.2. La répartition de la DGF entre l'État et le conseil départemental et la notification de la décision d'autorisation budgétaire

En application de l'article R.314-36 du CASF relatif à la notification de la décision d'autorisation budgétaire, vous devez notifier la décision, d'une part, au service, dans un délai de 60 jours à compter de la publication de l'arrêté fixant les dotations régionales limitatives et, d'autre part, aux départements concernés en application du I de l'article L.361-1.

#### 2.2. La tarification des services délégués aux prestations familiales

Les services DPF ne sont pas financés par l'État mais celui-ci est chargé de leur tarification. Leur procédure budgétaire débute à compter de la publication de l'arrêté qui fixe les DRL pour les SMJPM, comme l'arrêté le précise lui-même.

##### 2.2.1. Critères de détermination de la DGF des SDPF

La détermination de la dotation globale de financement des SDPF doit se faire dans le cadre de la poursuite de la politique de convergence tarifaire.

Ainsi, vous devez tenir compte notamment pour déterminer les dotations globales des SDPF des valeurs nationales, régionales et départementales des indicateurs notamment la valeur du point service des services DPF (cf. annexe 6). Les mesures nouvelles seront accordées dans un souci de réduire les disparités entre les services les mieux et les moins dotés.

Je vous invite enfin à mettre en place des dialogues de gestion avec les SDPF, en associant la CAF, le principal financeur et ce afin de débattre de leurs propositions budgétaires.

Par ailleurs, je vous demande d'examiner avec attention les avis portés sur les budgets prévisionnels par les autres organismes financeurs<sup>3</sup>, transmis dans le cadre de la procédure budgétaire.

##### 2.2.2. Répartition de la DGF et notification de la décision d'autorisation budgétaire

La répartition du financement entre financeurs publics est fonction des revenus prévus à l'article 375-9-1 du code civil. Le II de l'article R.314-193-3 du CASF précise, quant à lui, que l'arrêté de tarification fixe la DGF en tenant compte des prestations sociales perçues par les personnes bénéficiant d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF) au 31 décembre du dernier exercice clos à la date du dépôt des propositions budgétaires.

Par conséquent, pour 2017, la répartition à prendre en compte pour déterminer la quote-part de chaque financeur est celle au 31 décembre 2015.

Vous trouverez cette répartition à la page 13 du document « activité-indicateurs » SDPF. Il vous suffit pour chaque service d'indiquer le montant de la DGF prévu par l'arrêté de tarification dans la cellule prévue à cet effet et vous obtenez le calcul pour chaque financeur public. Si des modifications de la quote-part sont intervenues suite aux vérifications effectuées par les autres financeurs publics, vous reporterez les chiffres corrigés dans l'annexe 7.

Enfin, en application de l'article R.314-36 du CASF relatif à la notification de la décision d'autorisation budgétaire, vous devez notifier la décision, d'une part, au service, dans un délai de 60 jours à compter de la publication de l'arrêté fixant les dotations régionales limitatives et, d'autre part, aux organismes locaux de sécurité sociale mentionnés à l'article R.314-193-4 du CASF qui versent une quote-part de la DGF.

---

<sup>3</sup> CAF et MSA

### 2.3. *Cas des organismes gestionnaires ayant un SMJPM et un SDPF*

Certains organismes gestionnaires ont à la fois un SMJPM et un SDPF. Si cette situation se présente, vous veillerez à mener les vérifications nécessaires dans les budgets de chacun des services relatives à :

- la répartition des personnels d'intervention entre l'activité tutélaire réalisée auprès des familles et celle auprès des majeurs ;
- la répartition des autres personnels ;
- la ventilation des personnels administratifs et des charges communes entre l'activité tutélaire réalisée auprès des familles et celle auprès des majeurs protégés de même qu'entre les mesures administratives et les mesures judiciaires ;
- la bonne affectation des amortissements à l'activité correspondante.

Les services de la DGCS se tiennent à votre disposition pour vous apporter tout élément d'information complémentaire dont vous auriez besoin.

Pour la ministre et par délégation :  
*Le directeur général de la cohésion sociale,*  
J.-P. VINQUANT

ANNEXE 1

BILAN DE L'EXERCICE 2016

Les paragraphes suivants dressent quelques éléments de bilan de l'exercice 2016.

Afin d'illustrer le coût global du financement public du dispositif de protection juridique des majeurs, le tableau ci-après montre que les moyens accordés aux services mandataires ont fortement augmenté depuis 2009, date d'entrée en vigueur de la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs. Il est en effet passé de 470,5 M€ en 2009 à 569,2 M€ en 2016, progressant ainsi de 21 % en sept ans. Les évolutions du coût par financeur public sont toutefois différentes comme l'indique le tableau ci-après.

Évolution du coût du financement public des services mandataires à la protection des majeurs de 2009 à 2016:

FINANCEMENT PUBLIC des SMJPM	2009	2016	ÉVOLUTION
État	188,8	567,5	NA
Organismes de sécurité sociale	275,9		
Conseils départementaux	5,8	1,7	NA
TOTAL	470,5	569,2	21 %

Au 31 décembre 2016, au niveau national, le nombre total de mesures de protection des majeurs est estimé à 900 000, dont 48 % confiées à la famille, le reste étant pris en charge par les mandataires judiciaires à la protection des majeurs. Parmi les mesures confiées à ces professionnels, les SMJPM géraient au 31 décembre 2016 364 067 mesures de protection, soit près de 78,3 % du total, les mandataires individuels 70 980 (15,3 %) et les préposés 30 000 (6,4 %). L'évolution du nombre de mesures confiées aux SMJPM a ainsi progressé en 2016 de 3,4 %.

En 2016, le coût moyen total d'une mesure de protection juridique confiée à un SMJPM s'élevait en moyenne à 156 € par mois et à 153 € pour une mesure confiée à un mandataire exerçant à titre individuel (financement public et participation de la personne protégée).

Par ailleurs, les réalisations des indicateurs 3.1.1 et 3.1.2 qui apparaîtront au rapport annuel de performance 2016 du programme 304 « Inclusion sociale, protection des personnes et économie sociale et solidaire » annexé au projet de loi de règlement montrent que l'effort de réduction des écarts entre les services les plus dotés et les moins dotés se poursuit. Le financement sous forme de dotation globale a donc permis, grâce à la mise en place d'indicateurs tenant compte de la charge de travail des services, d'améliorer et d'optimiser l'allocation du financement public. En effet, cette méthode d'allocation des ressources a favorisé les services qui avaient des indicateurs dont les valeurs étaient très en-deçà des moyennes nationales et régionales aux dépens des services les mieux dotés. La réforme du financement des services mandataires a donc permis d'allouer les ressources de manière plus objective, rationnelle et équitable. Cette démarche s'est poursuivie en 2016.

Le tableau qui suit en détaille les résultats.

	UNITÉ	2014 Réalisation	2015 Réalisation	2016 Prévision PAP 2016	2016 Prévision actualisée PAP 2017	2016 Réalisation
Part des services mandataires dont la valeur du point service est inférieure de 10 % à la moyenne nationale	%	18,53	18,73	14	18,7	13
Part des services mandataires dont la valeur du point service est supérieure de 10 % à la moyenne nationale	%	15,02	13,02	11,5	12,4	13,6

S'agissant des SDPF pour lesquelles aucune DRL n'est fixée puisque l'État est chargé uniquement de leur tarification, à l'exclusion de leur financement, la circulaire rappelle les modalités de financement et la nécessité d'allouer les ressources, comme pour les SMJPM, dans une logique de réduction des écarts entre les services les mieux dotés et les moins dotés. Au 31 décembre 2016, le nombre de mesures prises en charge par les SDPF est de 17 300.

ANNEXE 2

MONTANT PRÉVISIONNEL DES DRL 2017 POUR LES SERVICES MANDATAIRES JUDICIAIRES À LA PROTECTION DES MAJEURS

Les montants indiqués dans le tableau correspondent à 99,7 % (part État) du montant maximal des DGF allouées à l'ensemble des SMJPM de la région.

L'arrêté fixant les DRL 2017 sera publié à la fin du mois d'août.

REGIONS	Action 16 Protection juridique des majeurs  <i>DRL- Services mandataires</i>
GRAND-EST	42 695 660
NOUVELLE-AQUITAINE	75 366 651
AUVERGNE - RHONE-ALPES	67 569 988
BOURGOGNE - FRANCHE-COMTE	29 195 994
BRETAGNE	37 301 811
CENTRE-VAL-DE-LOIRE	25 948 844
CORSE	1 212 448
DRJSCS ILE-DE-FRANCE	51 652 271
OCCITANIE	49 286 274
HAUTS-DE-FRANCE	66 900 874
NORMANDIE	42 116 567
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	32 792 431
PAYS-DE-LA-LOIRE	34 190 978
<b>SOUS-TOTAL METROPOLE</b>	<b>556 230 791</b>
GUADELOUPE	2 804 219
GUYANE	584 621
MARTINIQUE	1 571 656
REUNION	5 882 196
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	-
MAYOTTE	197 436
NOUVELLE-CALEDONIE	-
<b>SOUS-TOTAL DOM/TOM</b>	<b>11 040 128</b>
<b>TOTAL</b>	<b>567 270 919</b>

## ANNEXE 3

### MODALITÉS DE CALCULS, OBJECTIFS ET INTERPRÉTATION DES INDICATEURS APPLICABLES AUX SERVICES MANDATAIRES JUDICIAIRES À LA PROTECTION DES MAJEURS ET AUX SERVICES DÉLÉGUÉS AUX PRESTATIONS FAMILIALES

#### 1. Les principes et objectifs des indicateurs des établissements et services sociaux et médico-sociaux

Les indicateurs, prévus par le décret budgétaire et comptable (article R .314-28 et suivants) sont des outils permettant au financeur :

- d’apprécier la structure des charges d’un service, l’activité et le type de population accueillie ;
- de comprendre les coûts de fonctionnement d’un service par rapport au service rendu ;
- de comparer ces coûts de fonctionnement aux coûts de fonctionnement des autres services fournissant des prestations comparables et d’en apprécier le caractère justifié ou non ;
- de mieux cerner, grâce à l’analyse des différentes composantes des indicateurs, les particularités de chaque structure.

L’objectif des indicateurs n’est donc pas de déterminer un tarif unique. Ce sont des outils au service du tarificateur pour l’aider à comprendre les coûts de fonctionnement d’un service par rapport au service rendu et ceux des services fournissant des prestations comparables et d’en apprécier le caractère justifié ou non.

En effet, si un service a des résultats de plusieurs indicateurs qui sont éloignés de la moyenne et de la médiane, alors il devra justifier de façon circonstanciée que ses demandes budgétaires ne sont pas anormales. Ainsi, la démarche ne consiste pas à sanctionner de façon discrétionnaire et systématique un service dont les résultats de ces indicateurs paraîtraient au premier abord « anormaux » mais d’interroger le service sur le caractère justifié ou non de sa demande. Il peut y avoir des coûts différenciés parfaitement justifiés. L’objectif est d’essayer d’identifier ceux qui sont injustifiables et abusifs. Il ne faut donc pas avoir comme but systématique d’aligner tous les services sur les coûts moyens et médians car pour certains la différence de coûts est parfaitement justifiée.

L’autorité de tarification doit donc analyser les différentes composantes des indicateurs pour lui permettre de mieux cerner les particularités de chaque structure et justifier les écarts importants. C’est la raison pour laquelle l’autorité de tarification doit disposer d’une batterie d’indicateurs complémentaires entre eux. Le résultat d’un seul indicateur n’est pas révélateur et ne permet pas d’appréhender toutes les spécificités d’un service. Les indicateurs sont donc complémentaires entre eux. L’objectif de la démarche est de s’interroger sur la cohérence des résultats de ces différents indicateurs pour ensuite interroger la structure sur les éléments d’interprétation qu’elle a elle-même de ces résultats. Les indicateurs peuvent donc aussi être, pour le gestionnaire, une aide au pilotage de sa structure.

#### 2. Les indicateurs du secteur tuteur la cotation des mesures en points et leur spécificité

Concernant les SMJPM et SDPF, des indicateurs spécifiques ont été élaborés. Cette spécificité est liée à une méthode d’évaluation de l’activité reposant sur une cotation en points des mesures. Plus une mesure nécessite de travail plus le nombre de points affecté à cette mesure est important. Le différentiel de charge de travail repose sur 3 critères : la nature de la mesure, le lieu d’exercice (domicile ou établissement) et la période d’exercice (ouverture, fermeture et gestion courante).

L’appréciation de l’activité des associations ne se fait donc pas uniquement au regard du nombre de mesures mais également au regard du nombre de points. Ainsi, la prise en compte de l’ensemble des mesures dans le cadre de la cotation permet d’obtenir le total des points d’un service, qui a pour but d’apprécier l’importance quantitative de l’activité et d’appréhender de manière plus précise la charge de travail qui pèse sur celui-ci. La valorisation par une cotation en points des charges de travail d’accompagnement des majeurs permet donc d’objectiver l’activité réelle des services.

Le simple constat arithmétique du nombre de mesures décidées par les juges n’est pas suffisant pour argumenter une augmentation ou une baisse concomitante et symétrique des moyens alloués. En effet, un service peut avoir un accroissement du nombre de mesures de 10 % mais une augmentation des points de 5 % et inversement. L’augmentation réelle de la charge de travail du service s’apprécie donc au regard du nombre de points et non du nombre de mesures. Deux

services peuvent avoir un nombre de mesures identiques mais un nombre de points très différent. Le seul indicateur de l'inflation du nombre de mesures est, par conséquent, trop frustrant pour ajuster correctement les moyens des services à l'évolution réelle de leur activité et de leur charge de travail. La cotation permet donc d'ajuster les moyens au portefeuille de mesures.

Ce total de points est ensuite utilisé pour calculer une batterie d'indicateurs de nature différente : indicateurs de population, d'activité, de structure et financiers. Parallèlement à ces indicateurs construits à partir de la cotation des mesures, d'autres indicateurs communs à l'ensemble des établissements et services sociaux et médico-sociaux s'appliquent aux SMJPM et SDPF : indicateur de qualification, indicateur de vieillesse technicité, temps actif mobilisable, indicateur du temps de formation.

L'arrêté du 9 juillet 2009 fixant les indicateurs des services et leurs modes de calcul pris en application de l'article R.314-29 du CASF) précise la liste et les modalités de calcul des douze indicateurs applicables au secteur.

Parmi ces 12 indicateurs figurent 4 indicateurs de référence : Le poids moyen de la mesure majeur protégé, la valeur du point service, le nombre de points par ETP et le nombre de mesure moyenne par ETP.

Les indicateurs de référence sont les indicateurs jugés les plus pertinents pour comparer les services entre eux et pour apprécier la charge de travail des services. Ils ne permettent pas, toutefois, à eux seuls d'expliquer certaines spécificités d'un service ou des écarts importants. Les indicateurs secondaires permettent donc d'effectuer une comparaison plus fine des services entre eux et de donner une explication objectivée des écarts. L'existence d'indicateurs secondaires correspond ainsi à la démarche globale d'utilisation des indicateurs comme de faisceaux d'indices qui n'ont d'intérêt que s'ils sont examinés les uns par rapport aux autres.

TYPE d'indicateurs	INDICATEURS	MODE DE CALCUL	OBJECTIFS ET INTERPRÉTATION
Indicateurs de population	Poids moyen de la mesure Indicateur de référence	Total des points/total des mesures en moyenne financées	Apprécie l'activité en fonction de la lourdeur de prise en charge des mesures. Cet indicateur permet de déterminer la lourdeur moyenne des mesures gérées par le service. Plus la valeur de cet indicateur est élevée plus les mesures gérées par les personnels sont lourdes. Valeur supérieure à la moyenne nationale : Le service peut avoir, par rapport à la répartition moyenne nationale des mesures, des mesures dont la cotation est plus importante : plus de mesures à domicile ou plus de mesures de curatelle renforcée. Il peut par ailleurs avoir un nombre plus important de sorties ou d'entrées. Valeur inférieure à la moyenne nationale : Le service peut avoir un nombre important de mesures dont la cotation est plus faible : mesures en établissement et/ou des tutelles ou peu de mesures qui entrent et sortent.

TYPE d'indicateurs	INDICATEURS	MODE DE CALCUL	OBJECTIFS ET INTERPRÉTATION
Indicateurs d'activité	Nombre de points par ETP (Délégués, autres personnels et total du personnel) Indicateur de référence	Total des points/Nombre total ETP	Permet d'apprécier les moyens en personnel d'un service tutélaire par rapport au nombre de points. Il mesure la lourdeur des mesures gérées par chaque ETP. En effet, cet indicateur précise le nombre de points pris en charge par chaque salarié. Il se décline pour l'ensemble du personnel, pour les délégués et pour les autres personnels. Il est plus pertinent de prendre en compte le nombre de points gérés par l'ensemble du personnel car cela permet de neutraliser les choix organisationnels des services. Valeur supérieure à la moyenne nationale: la charge de travail qui pèse sur les personnels est importante par rapport à la moyenne. Cette valeur doit être comparée avec le poids moyen de la mesure. Deux situations peuvent se présenter : – soit la valeur du poids moyen de la mesure est également élevée, cela signifie que les personnels de ce service gèrent des mesures plus lourdes et que les moyens en personnel ne sont pas suffisants. Un ajustement devrait se faire par l'embauche de personnels supplémentaires afin de compenser cette charge de travail. – soit la valeur du poids moyen de la mesure se situe dans la moyenne nationale ou est inférieure: la charge de travail supplémentaire qui pèse sur les personnels n'est pas liée à des mesures plus lourdes mais uniquement à des moyens en personnel inadéquats au regard de la charge de travail qui pèse sur le personnel. Valeur inférieure à la moyenne nationale: La charge de travail pesant sur les personnels est moins importante que dans les autres services soit parce que son panier de mesures est composé de mesures moins lourdes, soit parce que les moyens en personnel sont trop importants au regard des mesures prises en charge. Ce service sera donc en mesure d'absorber une certaine augmentation de son activité sans recrutement de personnel supplémentaire.
	Coût de l'intervention des délégués	Dépenses de personnels délégués à la tutelle/ Temps actif mobilisable (TAM)	Mesure le coût des interventions auprès des usagers hors les charges de structure Valeur supérieure à la moyenne nationale: Le coût de l'intervention des délégués est donc plus important que dans les autres services. Ceci est imputable soit à des charges de personnels délégués à la tutelle trop élevées par rapport aux autres services (voir les valeurs des indicateurs vieillesse technicité, la structure de qualification (attention ces indicateurs concernent l'ensemble des personnels mais ils peuvent donner des premiers éléments d'analyse) soit à un temps actif mobilisable très faible (voir la valeur de l'indicateur TAM). Ceci peut-être la conséquence d'un absentéisme important, de personnels en formation non remplacés, du non remplacement des personnels absents ou en congés, et/ou de l'application dans le service des congés trimestriels... Valeur inférieure à la moyenne nationale: Ceci est lié soit à des charges de personnels faibles par rapport aux autres services, soit à un TAM élevé (voir la valeur de l'indicateur TAM). Dans ce dernier cas, cela signifie que le service a fait le choix de remplacer le personnel absent pour différentes causes (maternité, maladie..) ou a recours à des heures supplémentaires ou encore a très peu d'absentéisme.
	Nombre de mesure moyenne par ETP Indicateur de référence	$\frac{\text{Total des points}/(\text{valeur nationale du } 2P3M \times 12)}{\text{Nombre total d'ETP}}$	À pour but d'apprécier le nombre de mesures par salarié sur la base d'une mesure dont la lourdeur de prise en charge est moyenne au niveau national. Valeur supérieure à la moyenne nationale: la charge de travail qui pèse sur les personnels est importante par rapport à la moyenne. Ceci est donc lié soit au fait que les mesures gérées par le service sont plus lourdes (voir la valeur du poids moyen de la mesure du service), soit que les moyens en personnel sont insuffisants soit les deux. Valeur inférieure à la moyenne nationale: La charge de travail pesant sur les personnels est moins importante que dans les autres services. Ceci est liée soit à des mesures prises en charge par le service moins lourdes (voir la valeur du poids moyen de la mesure) soit que les personnels sont en nombre suffisants au regard de la lourdeur des mesures soit les deux. Ce service sera en mesure d'absorber une certaine augmentation de son activité sans recrutement de personnel supplémentaire.

TYPE d'indicateurs	INDICATEURS	MODE DE CALCUL	OBJECTIFS ET INTERPRÉTATION
Indicateur de personnel	indicateur de qualification	Répartition du personnel selon leur niveau de qualification	Cet indicateur permet d'apprécier la structure de qualification des effectifs en postes. Il met en lumière les écarts de répartition des qualifications entre les services. Il informe sur le marché du travail et d'éventuelles difficultés de recrutement, ainsi que sur l'adaptation du recrutement à la spécificité de la mission. L'analyse de cet indicateur permet d'expliquer la valeur d'autres indicateurs notamment des indicateurs de coûts. Si un service a un % de personnel ayant un niveau de qualification élevé plus important que dans les autres services du secteur alors cela pourra expliquer des coûts plus importants; le service devra toutefois justifier ces écarts.
Indicateur de personnel	indicateur de vieillissement-technicité	La somme des rapports (indice réel/indice de base) pondérés par l'équivalent temps plein pour tous les personnels divisée par la somme des équivalents temps	Mesure le poids de l'ancienneté et de la technicité sur la masse salariale. Permet d'apprécier, d'une part, de l'ancienneté du personnel, et d'autre part, de l'intensité du turn-over au sein des structures. Cet indicateur mesure le poids de l'ancienneté et de la technicité sur la masse salariale. Il permet d'apprécier d'une part l'ancienneté du personnel, et d'autre part, la politique catégorielle et promotionnelle de l'établissement. Il peut aussi être mis en corrélation avec l'intensité du turn-over au sein des structures. L'analyse doit tenir compte de l'ancienneté de la structure. Les résultats de l'indicateur offrent une photographie de l'évolution des carrières au sein de différentes structures. Cet indicateur permet également d'expliquer les valeurs d'autres indicateurs notamment les indicateurs de coûts.
Indicateur de personnel	Temps actif mobilisable	((Temps de travail théorique (1607)xETP)-heures d'absence + heures supplémentaires)/ (temps de travail théorique (1607)xETP)	Cet indicateur mesure le temps de travail dans le service, temps disponible auprès des usagers, temps de transport pour les services et temps de présence dans le service. Ce recensement concerne uniquement les délégués à la tutelle. Cet indicateur mesure la présence réelle, c'est-à-dire le « présentisme » qui est différent de la présence légale ou conventionnelle dans le service diminué de l'absentéisme tel que reconnu par le code du travail. Cet indicateur mesure donc la présence réelle dans le service sans avoir la répartition de cette présence entre le temps consacré directement à l'usager ou à des réunions par exemple. La valeur de cet indicateur doit être interprétée en lien avec l'indicateur relatif à la formation. Le TAM permettra de voir si les personnes parties en formation ont été remplacées. La valeur de cet indicateur permet également d'analyser la valeur de l'indicateur relatif au coût de l'intervention des délégués.
Indicateur de personnel	indicateur du temps de formation	Nombre d'heures de formation réalisées par les délégués à la tutelle/ Nombre total ETP délégué	Permet d'évaluer les actions de la structure en faveur de la formation Cet indicateur permet d'évaluer les actions de la structure en faveur de la formation. La valeur de cet indicateur devrait progresser du fait des nouvelles conditions d'exercice prévues par la loi.

TYPE d'indicateurs	INDICATEURS	MODE DE CALCUL	OBJECTIFS ET INTERPRÉTATION
Indicateurs financiers et de structure	Valeur du point personnel (délégué et autres personnels)	Total des dépenses de personnel/Total des points	<p>Permet de comparer les charges afférentes au personnel en neutralisant l'hétérogénéité des mesures prises en charge.</p> <p>Prend en compte les spécificités d'organisation des services tutélaires. Il est intéressant de comparer cet indicateur avec le nombre de points par ETP pour voir si les valeurs concordent ou non.</p> <p>Valeur supérieure à la moyenne nationale: Les moyens alloués pour le financement du personnel sont élevés au regard de la charge du travail du service. Soit le service gère des mesures moins lourdes en moyenne que les autres services (voir la valeur du poids moyen de la mesure), soit le nombre de personnel est trop important au regard de cette charge de travail, soit les deux. Une dernière explication pourrait être que seules les charges de personnels sont trop importantes. Dans ce cas, il devrait y avoir une discordance avec le nombre de points par ETP en personnel (valeur inférieure ou proche de la moyenne) et la valeur du point personnel. Une analyse plus fine des charges de personnel devra être faite.</p> <p>Valeur inférieure à la moyenne nationale: Les moyens alloués pour le financement du personnel ne sont pas en adéquation avec la lourdeur des mesures gérées. Ceci est dû soit au fait le service a des mesures très lourdes, soit que le nombre de personnel en poste est insuffisant au regard de la charge de travail, soit les deux. Si ces raisons ne s'avèrent pas concluantes, alors une analyse détaillée des charges de personnel devra être faite ainsi que des autres indicateurs relatifs au personnel (indicateur de qualification, vieillesse technicité..)</p>
	Valeur du pointservice Indicateur de référence	Total du budget/Total des points	<p>Permet de comparer les charges globales d'un service tutélaire en neutralisant l'hétérogénéité des mesures prises en charge. La valeur de cet indicateur correspond au coût du point du service.</p> <p>Valeur supérieure à la moyenne nationale: Les moyens alloués au service sont importants au regard de la lourdeur des mesures qu'il gère. Il faut donc analyser les autres indicateurs pour expliquer cette situation.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit le service a des mesures moins lourdes en moyenne que les autres services (voir poids moyen de la mesure et nombre de points par ETP)</li> <li>- soit le nombre de personnels est trop important au regard des mesures prises en charge</li> <li>- soit les deux: poids moyen de la mesure faible et nombre de personnels importants au regard de la charge de travail</li> <li>- soit le nombre de personnels est « correct » au regard du nombre de points mais ce sont les charges de personnel qui sont trop élevées (dans ce cas là il devrait y avoir une discordance entre le nombre de points par ETP (au niveau de la moyenne) et la valeur du point personnel (valeur supérieure à la moyenne). Il est nécessaire pour expliquer cette situation de voir les valeurs des indicateurs liés au personnel (indicateur de formation, qualification des personnels, indicateur vieillesse-technicité, TAM)</li> </ul> <p>Valeur inférieure à la moyenne nationale: Cela signifie:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit que le service gère des mesures très lourdes par rapport aux moyens qui lui sont alloués. Il faut vérifier cette interprétation par le biais notamment de l'indicateur relatif au nombre de points par ETP ou du poids moyen de la mesure majeur protégé. Si les valeurs de ces deux indicateurs sont élevées par rapport aux valeurs moyennes et médianes régionales ou départementales alors il pourrait être justifié, dans une logique de réduction des écarts, d'accroître les moyens du service par l'embauche de personnels supplémentaires.</li> <li>- soit que ses charges notamment de personnel sont assez faibles par rapport aux autres services. Cette interprétation doit quant à elle être vérifiée par le biais des indicateurs suivants: valeur du point personnel ou indicateur- vieillesse technicité (personnel avec ancienneté faible). Les valeurs de ces indicateurs permettent de voir si les écarts sont justifiés ou non.</li> </ul>
	Répartition des ETP délégués et autres	Nombre de postes ETP délégués et autres personnels/ Total du personnel en ETP	<p>Permet de comparer les moyens en personnel et les choix effectués dans l'organisation du service</p> <p>En effet, un service tutélaire peut opter soit pour une organisation où des services juridiques, administratifs, comptables appuient le délégué à la tutelle qui, lui, oriente son activité sur l'accompagnement à la personne, soit restreindre ces différents services et confier aux délégués des tâches autres que l'accompagnement à la personne.</p>

ANNEXE 4

RAPPEL DES FONDAMENTAUX DE LA TARIFICATION

Références CASF

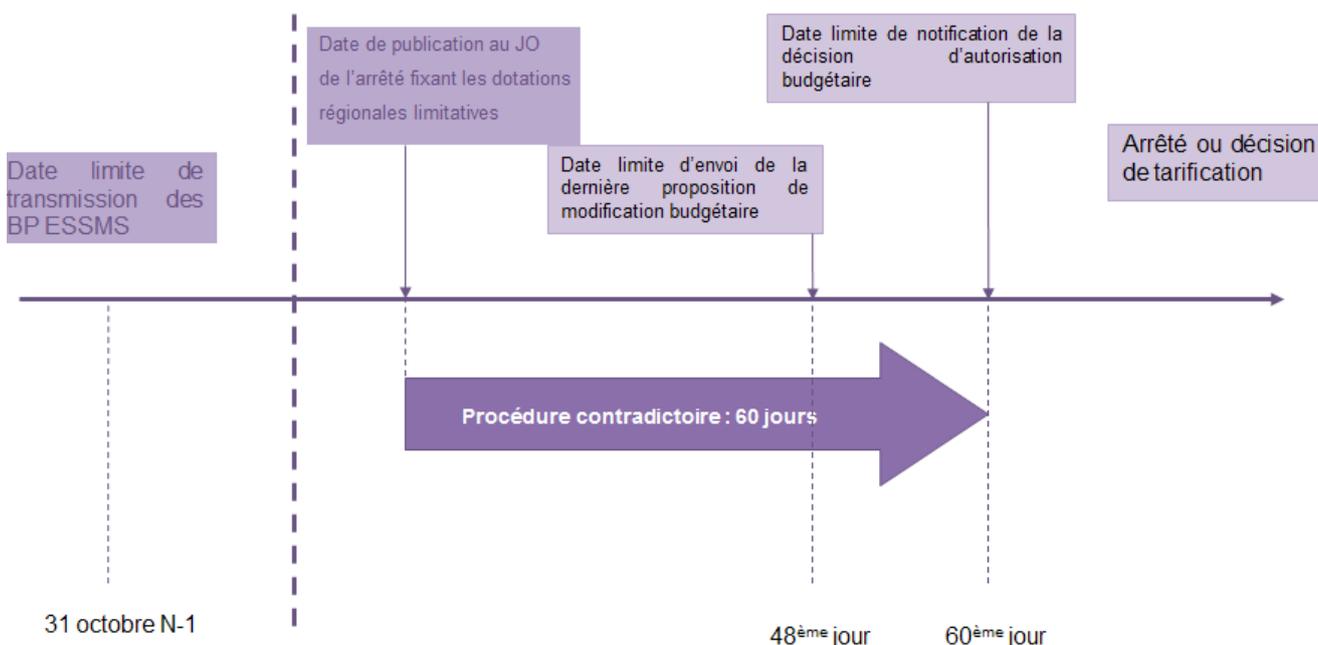
Articles L.314-1 et suivants et R.314-1 et suivants.

Déroulement d'une campagne budgétaire

Transmission des propositions budgétaires (articles R.314-14 à R.314-20 du CASF) aux autorités de tarification avant le 31 octobre  $n - 1$ .

Publication des dotations régionales limitatives: délai de 60 jours à compter de la publication au *Journal officiel* (article R.314-36 du CASF):

- élaboration et signature du rapport d'orientation budgétaire (ROB);
- procédure contradictoire: réponse de l'établissement 8 jours après chaque courrier, le dernier devant arriver 12 jours avant la fin des 60 jours (article R.314-24 du CASF);
- notification de la décision budgétaire aux ESSMS et arrêté de tarification (article R.314-34).



Le rapport d'orientation budgétaire (ROB)

Le ROB contient les éléments généraux et les priorités que vous fixez. Il permet d'expliquer la répartition des enveloppes entre les établissements que vous tarifez. J'attire votre attention sur le caractère opposable du ROB. En application de l'article R.351-22 du CASF, le juge de la tarification doit prendre en compte les orientations sur le fondement desquelles l'autorité de tarification a réparti l'enveloppe entre les différents établissements et services de son ressort.

Motivation des propositions de modifications budgétaires

En application de l'article L.314-5 du CASF, l'autorité de tarification peut réformer les budgets présentés par les gestionnaires mais il est nécessaire de motiver les propositions de modifications budgétaires mentionnées à l'article R.314-22 du CASF.

Les dotations limitatives permettent d'encadrer et de modifier les budgets proposés par les ESSMS. Si le rejet d'une dépense se fonde sur l'incompatibilité avec les enveloppes limitatives, il faut le démontrer en s'appuyant notamment sur les orientations retenues par l'autorité de tarification (article R.314-22 5° du CASF).

La seule mention du caractère limitatif de l'enveloppe (régionale - DRL) ne suffit pas à motiver la décision. L'autorité de tarification doit démontrer que cette enveloppe sera nécessairement dépassée si les propositions budgétaires étaient satisfaites. La jurisprudence exige le plus souvent que le tarificateur apporte la preuve de l'incompatibilité entre les demandes budgétaires qui lui ont été présentées et le montant de la dotation limitative. Il convient donc de la documenter dans l'échange contradictoire avec l'établissement et dans la rédaction de la notification d'autorisation budgétaire.

Par exemple, il convient nécessairement de formaliser le rejet d'une dépense. Le simple énoncé de la référence aux enveloppes limitatives ne suffit pas à justifier une décision d'abattements réalisés par l'autorité de tarification sur les propositions budgétaires. Ce défaut de motivation entraîne un fort risque de contentieux.

DIRECTION GÉNÉRALE  
DE LA COHESION SOCIALE

## ***Annexe 5***

### ***Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs***

# **Tableaux de bord**

Tableau de bord relatif aux indicateurs-Moyennes

Données générales

	2015	2016		2017 (Prévisionnel)	
		Nombre	Taux évolution/N-1	Nombre	Taux évolution/N
Mesures au 31/12 (sans sauvegarde)	346 582	356 415	2,8%	366 983	3,0%
Mesures au 31/12 (avec sauvegarde)	351 831	362 718	3,1%	373 535	3,0%
Mesures en moyenne dans l'année (avec sauvegarde)	351 564	360 458	2,5%	370 775	2,9%
ETP	12 018	12 382	3,0%	12 701	2,6%
Nombre de points	45 814 235	47 175 997	3,0%	48 706 525	3,24%

Indicateurs de référence-Moyennes

	2015	2016	2017
Poids moyen de la mesure majeur protégé	10,86	10,91	10,95
Valeur du point service	14,4	14,26	14,32
Nombre de points par ETP	3 812	3 810	3 835
Nombre de mesure "moyenne" par ETP	28,88	28,86	29,05

Indicateurs secondaires liés aux groupes fonctionnels-Moyennes

	2015	2016	2017
Valeur du point affecté aux dépenses de personnel dont :	11,78	11,73	11,80
- Valeur du point délégué	5,95	6,05	6,08
- Valeur du point autres personnels	5,83	5,67	5,72

Indicateurs relatifs au personnel-Moyennes

	2015	2016	2017
Nombre de postes ETP (en %)			
Délégués	51,2%	51,6%	51,6%
Autres personnel	48,8%	48,4%	48,4%

Indicateur de qualification en 2015	Niveau I (H1/H)	Niveau II (H2/H)	Niveau III (H3/H)	Niveau IV (H4/H)	Niveau V (H5/H)	Niveau VI (H6/H)	Niveaux I à VI
%	3,4%	9,6%	56,4%	17,9%	11,6%	1,1%	100,0%

Indicateur de formation	2015	2016	2017
nb dh/ETP	30,2	30,0	29,2

Indice de vieillesse-technicité en 2015	1,13
---	------

	2015	2016	2017
Nombre de points par l'ensemble des ETP	3 812	3 810	3 835
Nombre de points par ETP délégués	7 446	7 388	7 434
Nombre de points par ETP autres personnels	7 811	7 868	7 920

Indicateurs d'activité-Moyennes

	2015
TAM par rapport à la durée théorique annuelle de travail	
Indicateur de temps actif mobilisable	0,93

	2015
Coût de l'intervention des délégués	30,25

**Tableau de bord relatif aux indicateurs- Médianes**

**Indicateurs de référence-Médianes**

	2015	2016	2017
Poids moyen de la mesure majeur protégé	10,86	10,91	10,93
Valeur du point service	14,49	14,33	14,45
Nombre de points par ETP	3 773	3 775	3 797
Nombre de mesure "moyenne" par ETP	28,58	28,60	28,76

**Indicateurs secondaires liés aux groupes fonctionnels-Médianes**

	2015	2016	2017
Valeur du point afférent aux dépenses de personnel dont :	11,58	11,66	11,70
- Valeur du point délégué	5,79	6,03	5,98
- Valeur du point autres personnels	5,60	5,57	5,63

**Indicateurs relatifs au personnel-Médianes**

	2015	2016	2017
Nombre de postes ETP (en %)			
Délégués	51,20%	51,57%	51,58%
Autres personnel	48,80%	48,43%	48,42%

Indicateur de qualification en 2015	Niveau I (H1/H)	Niveau II (H2/H)	Niveau III (H3/H)	Niveau IV (H4/H)	Niveau V (H5/H)	Niveau VI (H6/H)	Niveaux I à VI
%	2,0%	6,8%	55,7%	18,6%	7,2%	0,0%	100,0%

Indicateur de formation	2015	2016	2017
nb d'fb/ETP	27,4	25,8	27,3

Indice de vieillesse-technicité en 2015	1,21
---	------

	2015	2016	2017
Nombre de points par l'ensemble des ETP	3 773	3 775	3 797
Nombre de points par ETP délégués	7 427	7 354	7 369
Nombre de points par ETP autres personnels	7 724	7 831	7 882

Indicateurs d'activité-Médecines

	2015
Indicateur de temps actif mobilisable	0,94

	2015
Coût de l'intervention des délégués	28,99

TAM par rapport à la durée théorique annuelle de travail

Répartition des mesures en moyenne dans l'année selon leur nature et selon le nombre de points

	2015				2016 (prévisionnel)				2017 (prévisionnel)			
	Nombre de mesures en moyenne	En % du total des mesures	Nombre de points	En % du total des points	Nombre de mesures en moyenne	En % du total des mesures	Nombre de points	En % du total des points	Nombre de mesures en moyenne	En % du total des mesures	Nombre de points	En % du total des points
MAJ	2 188	0,6%	409 204	0,9%	2 300	0,6%	421 542	0,9%	2 520	0,7%	454 988	0,9%
Curatelle renforcée	181 247	51,6%	27 477 981	60,0%	186 859	51,8%	28 382 609	60,2%	193 486	53,0%	29 429 440	60,4%
Curatelle simple	9 653	2,7%	1 210 513	2,6%	9 445	2,6%	1 185 447	2,5%	9 625	2,6%	1 209 230	2,5%
Tutelle	130 448	37,1%	12 617 459	27,5%	132 341	36,7%	12 848 363	27,2%	135 061	37,0%	13 195 068	27,1%
Sauvegarde de justice	5 249	1,5%	1 259 677	2,7%	5 771	1,6%	1 384 980	2,9%	5 840	1,6%	1 401 684	2,9%
Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne	22 152	6,3%	2 812 358	6,1%	23 027	6,4%	2 922 993	6,2%	23 487	6,4%	2 984 579	6,1%
Subrogé tuteur ou curateur	627	0,2%	27 044	0,1%	715	0,2%	30 065	0,1%	755	0,2%	31 538	0,1%
<b>Total hors sauvegarde</b>	<b>346 315</b>	<b>98,5%</b>	<b>44 554 558</b>	<b>97,3%</b>	<b>354 688</b>	<b>98,4%</b>	<b>45 791 018</b>	<b>97,1%</b>	<b>364 934</b>	<b>98,4%</b>	<b>47 304 843</b>	<b>97,1%</b>
<b>Total</b>	<b>351 564</b>	<b>100%</b>	<b>45 814 235</b>	<b>100%</b>	<b>360 458</b>	<b>100%</b>	<b>47 175 998</b>	<b>100%</b>	<b>370 775</b>	<b>100%</b>	<b>48 706 527</b>	<b>100%</b>
Total en établissement	122 155	35,3%	10 562 705	23,7%	123 675	34,5%	10 721 519	23,4%	125 650	34,4%	10 954 074	23,2%
Total à domicile	224 161	64,7%	33 991 853	76,3%	231 013	65,1%	35 069 498	76,6%	239 284	65,6%	36 350 769	76,8%
Sorties	32 728	9,3%	2 637 214	5,8%	30 804	8,5%	2 807 376	6,0%	31 206	8,4%	3 020 026	6,2%
Mesures nouvelles	35 920	10,2%	987 017	2,2%	38 524	10,7%	939 190	2,0%	41 364	11,2%	955 019	2,0%

## Répartition des mesures selon leur nature au 31/12

	2015			2016 (prévisionnel)			2017 (prévisionnel)		
	En nombre au 31/12	En % du total des mesures	% des mesures à domicile	En nombre au 31/12	En % du total des mesures	% des mesures à domicile	En nombre au 31/12	En % du total des mesures	% des mesures à domicile
MAJ	2 181	0,6%	99,2%	2 365	0,7%	98,7%	2 615	0,7%	98,8%
Curatelle renforcée	181 675	51,6%	81,3%	188 525	52,0%	81,4%	195 057	52,2%	81,5%
Curatelle simple	9 373	2,7%	95,3%	9 369	2,6%	95,0%	9 570	2,6%	95,2%
Tutelle	129 849	36,9%	37,1%	132 391	36,5%	37,8%	135 296	36,2%	38,4%
Sauvegarde de justice	5 249	1,5%	0,0%	6 303	1,7%	0,0%	6 552	1,8%	0,0%
Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne	22 866	6,5%	75,1%	23 035	6,4%	75,0%	23 653	6,3%	75,1%
Subrogé tuteur ou curateur	638	0,2%	73,8%	730	0,2%	72,7%	792	0,2%	73,1%
<b>TOTAL hors sauvegarde</b>	<b>346 582</b>	<b>98,5%</b>	<b>0,0%</b>	<b>356 415</b>	<b>98,3%</b>	<b>0,0%</b>	<b>366 983</b>	<b>98,2%</b>	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>351 831</b>	<b>100%</b>	<b>63,8%</b>	<b>362 718</b>	<b>100%</b>	<b>64,1%</b>	<b>373 535</b>	<b>100%</b>	<b>64,5%</b>



NOM DE L'ÉTABLISSEMENT	NOM DE L'ÉTABLISSEMENT (1)												NOM DE L'ÉTABLISSEMENT (2)												NOM DE L'ÉTABLISSEMENT (3)																						
	NOM DE L'ÉTABLISSEMENT (1)				NOM DE L'ÉTABLISSEMENT (2)				NOM DE L'ÉTABLISSEMENT (3)				NOM DE L'ÉTABLISSEMENT (1)				NOM DE L'ÉTABLISSEMENT (2)				NOM DE L'ÉTABLISSEMENT (3)				NOM DE L'ÉTABLISSEMENT (1)				NOM DE L'ÉTABLISSEMENT (2)				NOM DE L'ÉTABLISSEMENT (3)														
	TYPE	PROVINCE	COMMUNAUTÉ	NUMÉRO D'ÉTABLISSEMENT	TYPE	PROVINCE	COMMUNAUTÉ	NUMÉRO D'ÉTABLISSEMENT	TYPE	PROVINCE	COMMUNAUTÉ	NUMÉRO D'ÉTABLISSEMENT	TYPE	PROVINCE	COMMUNAUTÉ	NUMÉRO D'ÉTABLISSEMENT	TYPE	PROVINCE	COMMUNAUTÉ	NUMÉRO D'ÉTABLISSEMENT	TYPE	PROVINCE	COMMUNAUTÉ	NUMÉRO D'ÉTABLISSEMENT	TYPE	PROVINCE	COMMUNAUTÉ	NUMÉRO D'ÉTABLISSEMENT	TYPE	PROVINCE	COMMUNAUTÉ	NUMÉRO D'ÉTABLISSEMENT	TYPE	PROVINCE	COMMUNAUTÉ	NUMÉRO D'ÉTABLISSEMENT	TYPE	PROVINCE	COMMUNAUTÉ	NUMÉRO D'ÉTABLISSEMENT	TYPE	PROVINCE	COMMUNAUTÉ	NUMÉRO D'ÉTABLISSEMENT			
CHU DE MONTREAL	QC	MONTRÉAL	1001	CHU DE MONTREAL	QC	MONTRÉAL	1001	CHU DE MONTREAL	QC	MONTRÉAL	1001	CHU DE MONTREAL	QC	MONTRÉAL	1001	CHU DE MONTREAL	QC	MONTRÉAL	1001	CHU DE MONTREAL	QC	MONTRÉAL	1001	CHU DE MONTREAL	QC	MONTRÉAL	1001	CHU DE MONTREAL	QC	MONTRÉAL	1001	CHU DE MONTREAL	QC	MONTRÉAL	1001	CHU DE MONTREAL	QC	MONTRÉAL	1001	CHU DE MONTREAL	QC	MONTRÉAL	1001	CHU DE MONTREAL	QC	MONTRÉAL	1001















Régions et départements	Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs										Services mandataires judiciaires à la protection des mineurs													
	Indicateurs relatifs au personnel - Nbre d'ETP et valeurs moyennes					Indicateurs de qualification					Indicateurs relatifs au personnel - Nbre d'ETP et valeurs moyennes					Indicateurs de qualification								
	Exercice 2015		Indicateur de qualification			Indicateur de conformité technique		Exercice 2016			Exercice 2017		Indicateurs relatifs au personnel - Nbre d'ETP et valeurs moyennes			Exercice 2016		Exercice 2017						
Nombre total d'ETP	% d'ETP dédiés à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveau à VI	Indicateur de conformité technique	Indicateur de formation	% d'ETP dédiés à la tutelle	% ETP autres personnels	Nombre total d'ETP	% d'ETP dédiés à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Nombre total d'ETP	% d'ETP dédiés à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation		
8 Ardennes	69,9	49,1%	50,9%	3,5	10%	4%	59%	6%	20%	1%	100%	1,27	72,7	48,5%	51,5%	72,5	49,9%	50,1%	3,5	72,5	49,9%	50,1%	3,5	
17 Aube	72,5	57,7%	42,3%	31	10%	40%	26%	14%	9%	0%	100%	1,21	74,8	57,7%	42,3%	2,6	78,2	57,7%	42,3%	2,6	105,2	51,8%	48,2%	42
51 Marne	94,7	53,7%	46,3%	31	4%	6%	56%	17%	26%	3%	100%	1,20	96,7	52,7%	47,3%	4,5	105,2	47,5%	52,5%	4,5	105,2	46,2%	53,8%	27
52 Marne-Haute	45,4	47,0%	53,0%	15	4%	6%	44%	15%	15%	7%	100%	1,23	44,8	46,8%	53,2%	1,2	48,9	46,8%	53,2%	1,2	165,5	50,7%	49,3%	26
54 Meurthe-et-Moselle	100,5	52,0%	47,6%	25	2%	5%	59%	14%	18%	0%	100%	1,23	104,2	54,4%	45,6%	3,8	105,2	48,9%	51,1%	3,8	165,5	50,7%	49,3%	23
55 Meuse	58,0	45,7%	54,3%	27	0%	5%	51%	31%	35%	0%	100%	1,28	61,0	48,3%	51,7%	2,0	159,2	48,5%	51,5%	2,0	159,2	49,7%	50,3%	32
57 Moselle	168,5	48,3%	51,7%	31	3%	16%	58%	21%	5%	1%	100%	0,99	138,4	60,2%	39,8%	1,2	179,2	50,7%	49,3%	1,2	179,2	49,7%	50,3%	32
87 Haut-Rhin	17,9	56,9%	43,1%	51	2%	1%	43%	11%	1%	0%	100%	1,18	18,4	56,0%	44,0%	2,2	19,2	56,0%	44,0%	2,2	19,2	49,5%	50,5%	5
88 Bas-Rhin	52,0	47,3%	52,7%	27	5%	5%	52%	25%	11%	0%	100%	1,20	52,0	47,3%	52,7%	2,2	52,0	47,3%	52,7%	2,2	52,0	47,3%	52,7%	5
Grand Est	938,2	52,8%	47,2%	32	3%	11%	53%	16%	15%	1%	100%	1,20	943,3	53,7%	46,3%	30	974,7	53,5%	46,5%	30	1.072,6	48,9%	51,1%	23
14 Calvados	108,0	47,8%	52,2%	39	5%	24%	48%	7%	12%	4%	100%	1,24	112,3	49,0%	51,0%	2,7	114,7	48,6%	51,4%	2,7	194,5	49,2%	50,8%	27
17 Charente-Maritime	182,2	50,5%	49,5%	33	2%	17%	53%	4%	14%	10%	100%	1,13	186,5	49,8%	50,2%	2,2	194,5	49,2%	50,8%	2,2	194,5	49,2%	50,8%	24
19 Charente	68,2	49,2%	50,8%	30	3%	6%	52%	15%	21%	3%	100%	1,24	71,0	49,8%	50,2%	1,1	74,0	49,6%	50,4%	1,1	170,7	50,4%	49,6%	39
24 Creuse	35,5	53,3%	46,7%	34	0%	4%	63%	15%	16%	0%	100%	1,22	36,8	54,1%	45,9%	1,8	37,7	54,1%	45,9%	1,8	170,7	50,4%	49,6%	20
24 Dordogne	160,0	40,0%	60,0%	27	3%	8%	62%	18%	8%	1%	100%	1,23	167,7	50,0%	50,0%	1,6	170,7	50,4%	49,6%	1,6	339,9	48,5%	51,5%	15
33 Gironde	328,7	47,5%	52,5%	23	5%	5%	58%	19%	11%	1%	100%	1,24	335,5	47,9%	52,1%	1,5	339,9	48,5%	51,5%	1,5	339,9	48,5%	51,5%	28
40 Landes	93,1	45,2%	54,8%	23	0%	5%	51%	31%	12%	1%	100%	1,33	95,7	45,9%	54,1%	4	94,3	46,6%	53,4%	4	121,0	50,0%	50,0%	34
47 Lot-et-Garonne	119,2	49,2%	50,8%	29	0%	18%	57%	21%	4%	0%	100%	1,22	118,7	50,5%	49,5%	3,3	121,0	50,0%	50,0%	3,3	166,7	45,5%	54,5%	5
64 Pyrénées-Atlantiques	186,7	45,3%	54,7%	5	3%	6%	59%	11%	25%	0%	100%	1,29	185,9	45,7%	54,3%	7	186,7	45,5%	54,5%	7	166,7	45,5%	54,5%	5
65 Pyrénées	129,9	46,3%	53,7%	47	3%	5%	54%	17%	22%	0%	100%	1,22	130,4	46,0%	54,0%	9	126,6	49,2%	50,8%	9	126,6	49,2%	50,8%	11
66 Vosges	127,9	47,9%	52,1%	27	3%	5%	54%	17%	22%	0%	100%	1,22	127,9	47,9%	52,1%	7	127,9	47,9%	52,1%	7	127,9	47,9%	52,1%	11
71 Saône-et-Loire	102,2	52,3%	47,7%	25	1%	9%	54%	12%	22%	1%	100%	1,22	101,9	52,3%	47,7%	2,4	108,1	52,3%	47,7%	2,4	108,1	52,3%	47,7%	21
Nouvelle Aquitaine	1.031,6	48,3%	51,7%	28	3%	10%	55%	16%	15%	2%	100%	1,24	1.022,3	48,7%	51,3%	18	1.072,6	48,9%	51,1%	18	1.072,6	48,9%	51,1%	23
21 Côte-d'Or	80,1	54,2%	45,8%	43	5%	15%	67%	6%	9%	0%	100%	1,31	83,8	53,2%	46,8%	3,6	83,8	53,2%	46,8%	3,6	83,8	53,2%	46,8%	31
22 Doubs	94,2	58,8%	41,2%	42	2%	5%	69%	9%	17%	2%	100%	1,21	95,0	58,8%	41,2%	4,0	97,1	59,7%	40,3%	4,0	97,1	59,7%	40,3%	33
25 Doubs	66,1	56,1%	43,9%	41	1%	2%	63%	18%	14%	0%	100%	1,26	67,1	55,3%	44,7%	4,3	71,8	54,5%	45,5%	4,3	71,8	54,5%	45,5%	40
39 Jura	76,7	48,3%	51,7%	22	3%	20%	45%	20%	15%	1%	100%	1,14	81,8	49,2%	50,8%	5,2	84,4	50,1%	49,9%	5,2	84,4	50,1%	49,9%	23
58 Nièvre	65,1	53,6%	46,4%	46	13%	13%	68%	5%	0%	0%	100%	1,24	65,8	53,0%	47,0%	2,3	68,4	46,4%	53,6%	2,3	68,4	46,4%	53,6%	8
70 Saône-Haute	134,4	50,0%	50,0%	36	2%	10%	59%	11%	11%	0%	100%	1,24	137,3	50,3%	49,7%	4,3	144,6	50,2%	49,8%	4,3	144,6	50,2%	49,8%	41
71 Saône-Loire	85,6	44,4%	55,6%	30	1%	2%	59%	13%	29%	12%	100%	1,23	92,1	45,5%	54,5%	3,4	98,0	46,7%	53,3%	3,4	98,0	46,7%	53,3%	18
89 Yonne	238,9	54,9%	45,1%	25	10%	13%	51%	13%	7%	6%	100%	1,30	282,6	54,9%	45,1%	2,5	282,6	54,9%	45,1%	2,5	282,6	54,9%	45,1%	27
90 Territoire de Belfort	69,5	52,1%	47,9%	37	3%	9%	69%	12%	14%	2%	100%	1,24	69,5	52,1%	47,9%	3,9	67,2	52,4%	47,6%	3,9	67,2	52,4%	47,6%	29
Georgant-Franche Comté	69,5	52,1%	47,9%	37	3%	9%	69%	12%	14%	2%	100%	1,24	69,5	52,1%	47,9%	3,9	67,2	52,4%	47,6%	3,9	67,2	52,4%	47,6%	29
27 Calvados	169,0	53,3%	46,7%	31	3%	6%	62%	4%	15%	1%	100%	1,21	172,3	53,0%	47,0%	4,3	172,7	52,7%	47,3%	4,3	172,7	52,7%	47,3%	25
28 Calvados	169,0	53,3%	46,7%	31	3%	6%	62%	4%	15%	1%	100%	1,21	172,3	53,0%	47,0%	4,3	172,7	52,7%	47,3%	4,3	172,7	52,7%	47,3%	25
56 Ille-et-Vilaine	189,5	51,3%	48,7%	19	7%	7%	67%	13%	5%	1%	100%	1,13	188,8	51,3%	48,7%	1,3	191,2	51,6%	48,4%	1,3	191,2	51,6%	48,4%	12
56 Ille-et-Vilaine	173,3	52,1%	47,9%	20	3%	6%	64%	16%	11%	0%	100%	1,23	179,1	52,4%	47,6%	3,5	188,1	51,6%	48,4%	3,5	188,1	51,6%	48,4%	19
56 Morbihan	173,3	52,1%	47,9%	20	3%	6%	64%	16%	11%	0%	100%	1,23	179,1	52,4%	47,6%	3,5	188,1	51,6%	48,4%	3,5	188,1	51,6%	48,4%	19
Bretagne	776,7	53,0%	47,0%	23	3%	7%	68%	11%	10%	1%	100%	1,21	785,4	52,8%	47,2%	2,6	822,2	53,1%	46,9%	2,6	822,2	53,1%	46,9%	19

Régions et départements	Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs										Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs									
	Indicateurs relatifs au personnel - Nbre d'ETP et valeurs moyennes					Indicateurs relatifs au personnel - Nbre d'ETP et valeurs moyennes					Indicateurs relatifs au personnel - Nbre d'ETP et valeurs moyennes									
	Exercice 2015					Exercice 2016					Exercice 2017									
	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués à la tuellerie	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Indicateur de qualification					Indicateur de vieillissement - technique (j/)	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués à la tuellerie	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués à la tuellerie	% ETP autres personnels	Indicateur de formation		
					Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V										Niveau VI	Niveau à VI
18 Cher	117,5	54,6%	45,6%	26	4%	7%	63%	22%	4%	1%	100%	1,20	117,7	54,3%	45,7%	32	139,2	54,0%	46,0%	41
28 Eure-et-Loir	71,3	50,7%	49,3%	24	2%	9%	49%	26%	14%	0%	100%	1,23	77,2	51,3%	46,5%	34	83,9	51,5%	47,3%	38
36 Indre	78,1	49,9%	50,1%	32	4%	13%	47%	16%	20%	0%	100%	1,21	80,4	49,8%	50,2%	35	82,0	50,0%	50,0%	31
37 Indre-et-Loire	57,6	51,9%	48,5%	39	3%	8%	57%	14%	23%	0%	100%	1,27	61,4	52,6%	47,4%	35	159,5	52,8%	47,6%	34
41 Loire-Atlantique	70,0	53,7%	46,3%	33	3%	5%	62%	27%	3%	1%	100%	1,17	70,5	53,1%	44,9%	12	72,8	55,1%	44,9%	23
42 Loire	80,0	49,0%	51,0%	17	3%	8%	49%	8%	28%	0%	100%	1,28	102,5	47,7%	55,3%	24	102,7	47,7%	55,3%	28
43 Loire-Atlantique	36,0	50,0%	50,0%	0	0	0	0	0	0	0	0%	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0,00	0
44 Mayenne	20,4	51,0%	49,0%	52	0%	0%	30%	31%	0%	0%	100%	1,06	22,8	50,4%	40,6%	37	22,8	50,4%	40,6%	0
45 Mayenne	20,4	51,0%	49,0%	52	0%	0%	30%	31%	0%	0%	100%	1,06	22,8	50,4%	40,6%	37	22,8	50,4%	40,6%	0
<b>Centre</b>	<b>20,4</b>	<b>51,0%</b>	<b>49,0%</b>	<b>52</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>30%</b>	<b>31%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,06</b>	<b>22,8</b>	<b>50,4%</b>	<b>40,6%</b>	<b>37</b>	<b>22,8</b>	<b>50,4%</b>	<b>40,6%</b>	<b>0</b>
72 Paris	159,6	49,2%	50,7%	27	10%	21%	36%	21%	10%	1%	100%	1,16	159,7	49,5%	50,5%	26	159,2	51,8%	48,2%	31
77 Seine-Maritime	140,6	52,8%	47,2%	50	2%	8%	53%	25%	12%	0%	100%	1,21	151,4	52,2%	47,8%	43	155,3	52,7%	47,3%	46
78 Yvelines	134,6	57,3%	42,7%	22	6%	10%	51%	14%	17%	2%	100%	1,22	136,1	53,6%	44,2%	26	138,2	56,2%	43,8%	25
91 Essonne	129,1	49,8%	50,2%	32	3%	3%	54%	28%	11%	1%	100%	1,15	146,3	54,2%	45,8%	48	151,8	54,7%	45,3%	48
92 Seine-Haute-Saint-Denis	119,6	49,9%	50,1%	32	19%	16%	33%	11%	16%	4%	100%	1,12	129,6	51,7%	48,3%	48	132,9	52,5%	47,5%	37
93 Seine-Saint-Denis	132,4	53,3%	46,7%	49	4%	9%	56%	22%	0%	0%	100%	0,93	144,9	54,9%	45,6%	28	150,0	51,7%	48,3%	45
94 Val-de-Marne	124,3	51,3%	48,7%	59	1%	12%	54%	23%	9%	0%	100%	1,18	131,9	53,0%	47,0%	47	135,0	52,9%	47,1%	49
95 Val-d'Oise	90,0	48,9%	51,1%	13	2%	17%	49%	17%	15%	0%	100%	1,27	97,6	52,2%	47,8%	16	103,5	53,6%	49,3%	39
<b>Île-de-France</b>	<b>130,2</b>	<b>50,5%</b>	<b>49,5%</b>	<b>13</b>	<b>2%</b>	<b>17%</b>	<b>49%</b>	<b>17%</b>	<b>15%</b>	<b>0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,27</b>	<b>137,4</b>	<b>52,2%</b>	<b>47,8%</b>	<b>16</b>	<b>139,9</b>	<b>53,6%</b>	<b>49,3%</b>	<b>39</b>
10 Aube	31,0	50,0%	50,0%	0	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0,00	0,00	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0,00	0
11 Alsace	93,1	48,6%	51,4%	18	3%	10%	52%	29%	6%	0%	100%	1,22	97,2	49,6%	50,4%	18	97,8	52,7%	47,8%	16
12 Anjou	80,3	44,0%	56,0%	24	3%	3%	55%	25%	14%	0%	100%	1,30	80,9	44,1%	55,9%	41	80,9	44,1%	55,9%	24
13 Auvergne	100,8	54,0%	46,0%	25	2%	4%	68%	24%	2%	0%	100%	1,18	111,3	55,3%	44,7%	23	116,6	57,5%	42,5%	30
30 Gard	148,8	48,1%	51,9%	28	1%	7%	55%	17%	16%	4%	100%	1,22	145,4	48,4%	51,6%	85	146,4	48,7%	51,3%	37
31 Gironde (Haute)	77,3	49,9%	50,1%	30	3%	7%	60%	30%	0%	0%	100%	1,00%	77,2	49,9%	50,1%	53	78,0	50,3%	49,7%	5
32 Gers	154,9	51,7%	48,3%	65	9%	9%	48%	21%	8%	0%	100%	1,18	164,5	51,8%	48,2%	47	174,5	52,0%	48,0%	38
34 Hérault	57,4	45,1%	54,9%	33	6%	18%	38%	15%	25%	0%	100%	1,26	56,5	43,4%	56,6%	57	57,0	42,2%	57,8%	54
48 Lot	39,9	46,3%	53,7%	21	3%	9%	60%	14%	12%	1%	100%	1,12	40,5	45,4%	54,6%	17	41,9	44,4%	55,6%	34
48 Lot-et-Garonne	48,8	46,3%	53,7%	11	3%	7%	56%	30%	4%	0%	100%	1,31	47,8	44,0%	56,0%	21	48,4	44,0%	56,0%	16
65 Pyrénées-Orientales	91,5	53,9%	46,1%	32	6%	33%	20%	7%	7%	3%	100%	1,25	95,0	53,3%	46,7%	47	96,5	52,0%	48,0%	40
66 Pyrénées-Orientales	17,7	49,9%	50,1%	3	0%	0%	65%	35%	0%	0%	100%	1,23	17,1	50,3%	49,7%	3	17,1	50,3%	49,7%	16
67 Pyrénées-Orientales	51,7	42,0%	58,0%	28	5%	7%	52%	22%	7%	0%	100%	1,11	52,4	48,3%	51,7%	23	52,4	51,0%	49,0%	21
<b>Occitanie</b>	<b>1053,1</b>	<b>49,5%</b>	<b>50,5%</b>	<b>33</b>	<b>6%</b>	<b>11%</b>	<b>53%</b>	<b>22%</b>	<b>10%</b>	<b>1%</b>	<b>100%</b>	<b>1,23</b>	<b>1078,1</b>	<b>49,4%</b>	<b>50,6%</b>	<b>42</b>	<b>1089,6</b>	<b>50,0%</b>	<b>50,0%</b>	<b>30</b>
2 Alsace	107,8	57,2%	42,8%	34	0%	0%	60%	30%	2%	0%	100%	1,23	113,0	57,9%	42,1%	28	116,5	59,8%	40,2%	29
59 Nord	641,3	54,3%	45,7%	21	2%	9%	71%	16%	2%	0%	100%	1,24	653,7	54,6%	45,4%	24	670,7	54,2%	45,8%	24
60 Oise	132,6	58,9%	41,1%	48	3%	6%	63%	16%	7%	3%	100%	1,19	135,8	59,7%	40,3%	66	87,5	60,3%	39,7%	44
62 Pas-de-Calais	335,7	52,0%	48,0%	28	2%	6%	68%	15%	9%	1%	100%	1,23	336,9	52,5%	47,5%	27	366,8	52,6%	47,4%	30
69 Somme	162,1	51,7%	48,3%	37	3%	6%	64%	19%	8%	1%	100%	1,22	161,1	51,8%	48,2%	32	174,3	51,9%	48,1%	18
<b>Hauts-de-France</b>	<b>1379,5</b>	<b>54,1%</b>	<b>45,9%</b>	<b>28</b>	<b>2%</b>	<b>8%</b>	<b>68%</b>	<b>17%</b>	<b>5%</b>	<b>1%</b>	<b>100%</b>	<b>1,23</b>	<b>1410,5</b>	<b>54,4%</b>	<b>45,6%</b>	<b>31</b>	<b>1415,8</b>	<b>54,3%</b>	<b>45,7%</b>	<b>26</b>

Régions et départements	Exercice 2015										Exercice 2016				Exercice 2017				
	Indicateurs relatifs au personnel - Nbre d'ETP et valeurs moyennes										Indicateurs relatifs au personnel - Nbre d'ETP et valeurs moyennes				Indicateurs relatifs au personnel - Nbre d'ETP et valeurs moyennes				
	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveau I à VI	Indicateur de vieillesse - technicié / /	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation
14 Caraïbes	209,7	52,9%	47,1%	29	2%	5%	59%	27%	7%	0%	100%	1,27	219,5	52,9%	47,1%	29	52,9%	47,1%	29
17 Eure	130,8	52,2%	47,8%	22	1%	15%	50%	10%	10%	0%	100%	1,21	139,2	53,0%	47,0%	28	52,8%	47,2%	26
27 Eure	124,7	52,3%	47,7%	36	3%	10%	56%	16%	16%	3%	100%	1,25	134,3	48,8%	48,8%	31	49,7%	50,3%	26
35 Manche	171,3	51,9%	48,1%	33	1%	14%	43%	17%	17%	2%	100%	1,24	170,0	51,9%	48,1%	32	52,1%	47,9%	30
36 Mayenne	101,3	52,2%	47,8%	22	1%	10%	50%	10%	10%	0%	100%	1,24	101,3	52,2%	47,8%	22	52,2%	47,8%	22
44 Maine-et-Loire	272,4	52,0%	48,0%	52	4%	15%	55%	18%	18%	0%	100%	1,23	310,9	52,1%	47,9%	51	51,6%	48,4%	30
45 Loire-Atlantique	201,5	45,7%	54,3%	31	5%	11%	53%	8%	8%	0%	100%	1,23	207,4	45,6%	54,4%	25	45,6%	54,4%	17
49 Mayenne-et-Loire	182,5	50,6%	49,4%	18	1%	3%	53%	4%	3%	1%	100%	1,29	186,2	50,6%	49,4%	20	50,1%	49,9%	28
53 Mayenne	84,2	50,7%	49,3%	19	3%	7%	53%	13%	21%	0%	100%	1,26	85,8	51,5%	48,5%	23	50,8%	49,2%	15
72 Sarthe	124,8	52,8%	47,2%	23	2%	2%	42%	12%	21%	2%	100%	1,10	128,5	52,9%	47,1%	22	48,9%	51,1%	21
85 Vendée	126,0	49,0%	51,0%	9	5%	12%	47%	22%	11%	2%	100%	1,26	126,0	48,6%	51,4%	21	48,4%	51,6%	16
<b>Page de Loire</b>	<b>719,0</b>	<b>49,3%</b>	<b>50,7%</b>	<b>21</b>	<b>3%</b>	<b>7%</b>	<b>54%</b>	<b>15%</b>	<b>19%</b>	<b>1%</b>	<b>100%</b>	<b>1,23</b>	<b>733,8</b>	<b>49,2%</b>	<b>50,8%</b>	<b>22</b>	<b>48,4%</b>	<b>51,6%</b>	<b>20</b>
4-Alpes de Hautes-Provenances	40,4	55,6%	44,4%	36	1%	5%	56%	31%	6%	0%	100%	1,27	40,4	54,4%	45,6%	29	55,2%	44,8%	53
5-Alpes-Maritimes	22,6	39,8%	60,2%	44	2%	0%	66%	21%	11%	0%	100%	1,23	23,1	40,4%	59,6%	135	23,0	40,1%	59,9%
6-Alpes-Maritimes	194,6	49,4%	50,6%	36	2%	2%	48%	23%	11%	0%	100%	1,22	195,5	50,2%	49,8%	29	200,9	49,9%	50,1%
13-Bouches-du-Rhône	181,7	52,7%	47,3%	33	4%	23%	53%	23%	3%	2%	100%	1,18	191,7	52,5%	47,5%	19	52,6%	47,4%	21
27-Normandie	111,3	52,7%	47,3%	32	2%	1%	46%	16%	1%	0%	100%	1,20	111,3	52,7%	47,3%	30	52,7%	47,3%	29
32-Normandie	110,2	53,2%	46,8%	32	2%	2%	46%	26%	2%	0%	100%	1,17	115,0	52,6%	47,4%	30	51,6%	48,4%	34
33-Normandie	62,6	46,8%	53,2%	34	3%	2%	46%	26%	2%	0%	100%	1,17	62,6	46,8%	53,2%	30	46,8%	53,2%	34
<b>Provence-Alpes-Côte-d'Azur</b>	<b>681,0</b>	<b>50,9%</b>	<b>49,1%</b>	<b>34</b>	<b>3%</b>	<b>13%</b>	<b>56%</b>	<b>20%</b>	<b>8%</b>	<b>1%</b>	<b>100%</b>	<b>1,21</b>	<b>707,9</b>	<b>51,3%</b>	<b>48,7%</b>	<b>31</b>	<b>51,4%</b>	<b>48,6%</b>	<b>36</b>
1-Ain	103,1	40,0%	60,0%	41	3%	9%	53%	24%	10%	0%	100%	1,18	105,7	49,1%	50,9%	46	50,1%	49,9%	36
3-Ain	77,4	42,1%	57,9%	32	11%	17%	42%	19%	16%	0%	100%	1,17	77,5	45,1%	54,9%	15	44,7%	55,3%	22
7-Ardèche	78,0	54,5%	45,5%	26	1%	11%	58%	9%	20%	1%	100%	1,21	78,3	54,7%	45,3%	16	54,6%	45,4%	17
15-Cantal	35,9	48,8%	51,2%	20	5%	4%	60%	29%	2%	0%	100%	1,20	37,1	48,9%	51,1%	23	57,3	49,0%	34
26-Drome	146,5	49,3%	50,7%	22	3%	8%	55%	14%	16%	5%	100%	1,22	150,8	52,3%	47,7%	26	51,6%	48,4%	22
38-Isère	209,7	51,1%	48,9%	62	4%	3%	56%	28%	8%	0%	100%	1,20	213,9	53,3%	46,7%	42	215,2	53,4%	46,6%
43-Loire	163,3	49,6%	50,4%	24	2%	19%	46%	33%	0%	0%	100%	1,26	170,1	51,9%	48,1%	28	51,4%	48,6%	26
43-Loire (Haute)	52,3	47,2%	52,8%	11	7%	15%	52%	9%	16%	3%	100%	1,23	55,0	47,9%	52,1%	15	58,6	48,5%	9
69-Rhône	199,7	51,4%	48,6%	29	2%	4%	61%	29%	0%	0%	100%	1,24	173,7	51,3%	48,7%	25	51,8%	48,2%	38
69-Rhône (Lyon)	253,5	49,3%	50,7%	35	4%	3%	53%	28%	4%	1%	100%	1,02	268,2	50,0%	50,0%	36	50,0%	50,0%	32
83-Puy-de-Dôme	110,2	50,7%	49,3%	29	5%	5%	56%	16%	4%	2%	100%	1,17	110,2	50,7%	49,3%	29	50,7%	49,3%	29
74-Savoie	93,1	55,4%	44,6%	39	1%	9%	56%	33%	0%	0%	100%	1,24	94,1	55,0%	44,9%	31	55,9%	44,1%	34
<b>Auvergne-Rhône-Alpes</b>	<b>1 494,7</b>	<b>50,5%</b>	<b>49,5%</b>	<b>34</b>	<b>4%</b>	<b>9%</b>	<b>54%</b>	<b>23%</b>	<b>8%</b>	<b>1%</b>	<b>100%</b>	<b>1,04</b>	<b>1 534,2</b>	<b>51,3%</b>	<b>48,7%</b>	<b>31</b>	<b>51,2%</b>	<b>48,8%</b>	<b>31</b>
<b>France métropole hors DOM</b>	<b>11 821,3</b>	<b>51,2%</b>	<b>48,8%</b>	<b>30</b>	<b>3%</b>	<b>9%</b>	<b>56%</b>	<b>18%</b>	<b>12%</b>	<b>1%</b>	<b>100%</b>	<b>1,13</b>	<b>12 175,8</b>	<b>51,5%</b>	<b>48,5%</b>	<b>30</b>	<b>51,6%</b>	<b>48,4%</b>	<b>29</b>
Guadeloupe	45,1	48,8%	51,2%	9	0%	0%	89%	4%	7%	0%	100%	1,19	45,8	48,0%	52,0%	9	47,6%	52,4%	8
Martinique	27,6	50,1%	49,9%	11	1%	10%	51%	25%	8%	5%	100%	1,12	28,7	45,3%	54,7%	14	38,6%	61,4%	9
Guyane	11,4	59,7%	40,3%	5	22%	18%	18%	37%	5%	0%	100%	1,21	11,4	59,7%	40,3%	15	11,4	59,7%	40,3%
Réunion	110,9	56,5%	43,5%	20	3%	23%	43%	25%	6%	0%	100%	1,14	115,7	56,5%	43,5%	10	125,2	56,7%	43,3%
Mayotte	2,0	50,0%	50,0%	91	25%	50%	25%	0%	0%	0%	100%	0	4,3	54,1%	45,9%	124	5,4	55,2%	44,8%
<b>DOM</b>	<b>197,0</b>	<b>54,0%</b>	<b>46,0%</b>	<b>16</b>	<b>4%</b>	<b>17%</b>	<b>50%</b>	<b>22%</b>	<b>6%</b>	<b>1%</b>	<b>100%</b>	<b>1,15</b>	<b>205,8</b>	<b>53,2%</b>	<b>46,8%</b>	<b>13</b>	<b>221,4</b>	<b>52,3%</b>	<b>47,7%</b>
<b>France (métropole et DOM)</b>	<b>12 018,3</b>	<b>51,2%</b>	<b>48,8%</b>	<b>30</b>	<b>3%</b>	<b>10%</b>	<b>56%</b>	<b>18%</b>	<b>12%</b>	<b>1%</b>	<b>100%</b>	<b>1,13</b>	<b>12 381,6</b>	<b>51,6%</b>	<b>48,4%</b>	<b>30</b>	<b>51,6%</b>	<b>48,4%</b>	<b>29</b>

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs																	
Indicateurs relatifs au personnel. Valeurs médianes																	
Régions et départements	2015						2016			2017							
	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Indicateur de qualification					Indicateur de technicité J/	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation		
				Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V								Niveau VI	Niveau I à VI
8 Ardennes	46,5%	53,5%	56	3%	2%	5%	17%	17%	1%	100%	1,30	45,9%	54,1%	40	46,7%	53,3%	39
10 Aube	60,9%	39,1%	16	12%	43%	12%	18%	11%	0%	100%	1,20	60,4%	39,6%	28	54,8%	45,2%	33
51 Marne	52,5%	47,5%	25	3%	5%	56%	5%	14%	0%	100%	1,21	50,9%	49,1%	41	50,9%	49,1%	38
52 Marne Haute	46,0%	54,0%	13	5%	4%	51%	19%	16%	5%	100%	1,21	45,8%	54,2%	16	46,3%	53,7%	35
54 Meurthe-et-Moselle	52,0%	48,0%	24	3%	7%	58%	18%	17%	0%	100%	1,26	52,0%	48,0%	34	53,5%	46,5%	27
55 Meuse	45,4%	54,6%	27	0%	5%	55%	4%	35%	0%	100%	1,23	48,3%	51,7%	19	48,3%	51,7%	36
67 Rhin (Bas)	48,3%	51,7%	55	2%	14%	53%	19%	0%	0%	100%	1,16	52,4%	47,6%	32	51,3%	48,7%	39
67 Rhin (Haut)	64,5%	35,5%	23	3%	3%	68%	13%	0%	0%	100%	1,16	65,1%	34,9%	22	65,1%	34,9%	36
68 Rhin (Haut)	62,1%	37,9%	50	0%	9%	53%	17%	12%	0%	100%	1,13	62,6%	37,4%	36	60,4%	39,6%	20
68 Vosges	54,7%	45,3%	31	1%	5%	53%	25%	14%	0%	100%	1,23	54,7%	45,3%	58	56,0%	44,0%	36
<b>Grand Est</b>	<b>52,5%</b>	<b>47,5%</b>	<b>28</b>	<b>2%</b>	<b>6%</b>	<b>55%</b>	<b>18%</b>	<b>7%</b>	<b>0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,20</b>	<b>52,6%</b>	<b>47,4%</b>	<b>32</b>	<b>53,5%</b>	<b>46,5%</b>	<b>35</b>
16 Charente	47,9%	52,1%	23	3%	20%	48%	5%	13%	0%	100%	1,19	48,4%	51,6%	22	48,0%	52,0%	21
17 Charente Maritime	54,3%	45,7%	33	1%	13%	64%	4%	3%	2%	100%	1,19	51,6%	48,4%	22	51,6%	48,4%	30
19 Corse	49,5%	50,5%	36	2%	4%	53%	12%	25%	2%	100%	1,28	49,5%	50,5%	10	50,0%	50,0%	56
23 Creuse	51,7%	48,3%	23	0%	3%	61%	25%	1%	0%	100%	1,15	52,0%	48,0%	17	52,0%	48,0%	16
24 Dordogne	48,7%	51,3%	32	2%	8%	58%	16%	5%	0%	100%	1,22	48,4%	51,6%	12	49,4%	50,6%	16
33 Gironde	48,3%	51,7%	14	6%	5%	60%	17%	12%	0%	100%	1,22	48,4%	51,6%	12	50,4%	49,6%	16
40 Landes	45,9%	54,1%	23	0%	5%	51%	31%	12%	1%	100%	1,33	45,9%	54,1%	4	46,6%	53,4%	6
47 Lot-et-Garonne	49,0%	51,0%	31	0%	8%	58%	23%	3%	0%	100%	1,19	49,7%	50,3%	30	50,4%	49,6%	43
64 Pyrénées Atlantiques	45,0%	55,0%	10	1%	10%	57%	13%	11%	0%	100%	1,27	44,3%	55,7%	7	44,6%	55,4%	9
79 Deux-Sèvres	47,1%	52,9%	49	1%	6%	54%	16%	23%	0%	100%	1,22	48,1%	51,9%	9	48,2%	51,8%	11
86 Vienne	46,2%	53,8%	24	1%	9%	42%	24%	22%	0%	100%	1,20	46,8%	53,2%	27	46,9%	53,1%	26
87 Vienne (Haute)	53,2%	46,8%	33	1%	9%	53%	26%	8%	0%	100%	1,25	55,0%	44,0%	14	56,0%	44,0%	31
<b>Nouvelle Aquitaine</b>	<b>48,8%</b>	<b>51,2%</b>	<b>23</b>	<b>1%</b>	<b>7%</b>	<b>54%</b>	<b>19%</b>	<b>10%</b>	<b>0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,21</b>	<b>49,1%</b>	<b>50,9%</b>	<b>17</b>	<b>49,2%</b>	<b>50,8%</b>	<b>19</b>
21 Côte d'Or	54,5%	45,5%	42	3%	11%	76%	3%	6%	0%	100%	1,31	53,4%	46,6%	35	53,4%	46,6%	30
25 Doubs	58,0%	42,0%	43	0%	5%	64%	1%	3%	1%	100%	1,19	58,3%	41,7%	44	58,6%	41,4%	32
39 Jura	56,1%	43,9%	41	1%	2%	65%	18%	14%	0%	100%	1,26	55,3%	44,7%	43	54,5%	45,5%	40
56 Nièvre	54,7%	45,3%	23	1%	11%	46%	20%	6%	0%	100%	1,13	53,6%	46,4%	40	55,0%	45,0%	21
70 Saône Haute	55,5%	44,5%	58	14%	13%	67%	6%	0%	0%	100%	1,23	54,3%	45,7%	25	54,9%	45,1%	11
71 Saône Loire	50,8%	49,2%	24	2%	6%	58%	19%	11%	0%	100%	1,22	51,9%	48,1%	46	52,2%	47,8%	39
89 Yonne	50,4%	49,6%	127	0%	0%	69%	0%	16%	0%	100%	1,24	47,7%	52,3%	15	52,6%	47,4%	20
89 Terr. de Belfort	54,9%	45,1%	25	10%	13%	51%	13%	7%	6%	100%	1,30	54,9%	45,1%	25	55,2%	44,8%	27
<b>Bourgogne-Franche Comté</b>	<b>54,5%</b>	<b>45,5%</b>	<b>35</b>	<b>1%</b>	<b>6%</b>	<b>61%</b>	<b>12%</b>	<b>6%</b>	<b>0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,22</b>	<b>54,5%</b>	<b>45,5%</b>	<b>34</b>	<b>54,3%</b>	<b>45,7%</b>	<b>28</b>
22 Côtes d'Armor	54,8%	45,2%	34	0%	8%	69%	14%	2%	0%	100%	1,22	51,3%	48,7%	43	52,2%	47,8%	22
29 Finistère	53,3%	46,7%	22	3%	8%	69%	4%	16%	1%	100%	1,27	53,3%	46,7%	17	53,3%	46,7%	20
35 Ille et Vilaine	51,6%	48,4%	19	7%	7%	67%	12%	6%	1%	100%	1,13	51,2%	48,8%	14	51,6%	48,4%	12
56 Morbihan	52,5%	47,5%	20	0%	7%	59%	17%	9%	0%	100%	1,17	54,0%	46,0%	29	53,1%	46,9%	19
<b>Bretagne</b>	<b>52,8%</b>	<b>47,2%</b>	<b>24</b>	<b>2%</b>	<b>7%</b>	<b>67%</b>	<b>10%</b>	<b>6%</b>	<b>0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,20</b>	<b>52,3%</b>	<b>47,7%</b>	<b>27</b>	<b>52,6%</b>	<b>47,4%</b>	<b>19</b>

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs																	
Indicateurs relatifs au personnel- Valeurs médianes																	
Régions et départements	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	2015						2016			2017				
				Indicateur de qualification						Indicateur de vieillesse – technicité (J/)	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	
				Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI								Niveaux I à VI
18 Cher	52,9%	47,1%	26	4%	6%	60%	19%	4%	0%	100%	1,15	52,9%	47,1%	26	53,3%	46,7%	28
28 Eure et Loir	51,5%	48,5%	17	2%	14%	20%	27%	12%	0%	100%	1,23	53,9%	46,1%	25	53,1%	46,9%	30
36 Indre	50,6%	49,4%	26	5%	48%	3%	48%	25%	0%	100%	1,21	49,5%	50,3%	27	49,7%	50,3%	29
37 Indre-et-Loire	50,8%	49,2%	42	1%	7%	11%	24%	27%	0%	100%	1,25	52,1%	47,9%	9	51,7%	48,3%	33
41 Loir et Cher	53,7%	46,3%	33	3%	5%	62%	3%	27%	1%	100%	1,17	55,1%	44,9%	12	55,1%	44,9%	23
45 Loiret	48,0%	52,0%	15	2%	15%	48%	17%	0%	0%	100%	1,19	52,6%	47,4%	22	42,0%	58,0%	24
<b>Centre-Val de Loire</b>	<b>51,7%</b>	<b>48,3%</b>	<b>28</b>	<b>3%</b>	<b>7%</b>	<b>55%</b>	<b>14%</b>	<b>12%</b>	<b>0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,22</b>	<b>52,0%</b>	<b>48,9%</b>	<b>21</b>	<b>51,6%</b>	<b>48,4%</b>	<b>29</b>
2A Corse du Sud	51,4%	48,6%	59	0%	28%	40%	32%	0%	0%	100%	1,08	50,5%	49,5%	35	50,5%	49,5%	0
<b>Corse</b>	<b>51,4%</b>	<b>48,6%</b>	<b>59</b>	<b>0%</b>	<b>28%</b>	<b>40%</b>	<b>32%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,08</b>	<b>50,5%</b>	<b>49,5%</b>	<b>35</b>	<b>50,5%</b>	<b>49,5%</b>	<b>0</b>
75 Paris	50,6%	49,4%	26	1%	20%	28%	21%	5%	0%	100%	1,12	51,9%	48,1%	19	52,6%	47,4%	24
77 Seine-Meuse	51,8%	48,2%	57	2%	5%	51%	25%	8%	0%	100%	1,19	49,7%	50,3%	42	49,8%	50,2%	39
78 Yvelines	56,0%	44,0%	23	3%	11%	50%	16%	13%	0%	100%	1,21	55,0%	45,0%	28	55,5%	44,5%	27
91 Essonne	53,5%	46,5%	29	2%	2%	59%	26%	6%	0%	100%	1,15	55,1%	44,9%	44	55,6%	44,4%	43
93 Seine-Saint-Denis	46,6%	53,4%	50	3%	14%	53%	24%	17%	0%	100%	0,95	53,4%	46,6%	60	50,3%	49,7%	37
94 Val-de-Marne	51,4%	48,6%	58	4%	12%	56%	27%	5%	0%	100%	1,20	52,9%	47,1%	47	52,9%	47,1%	43
95 Val-d'Oise	50,6%	49,4%	24	2%	10%	53%	17%	18%	0%	100%	1,29	52,9%	47,1%	32	55,2%	44,8%	33
<b>Ile de France</b>	<b>51,5%</b>	<b>48,5%</b>	<b>33</b>	<b>3%</b>	<b>11%</b>	<b>52%</b>	<b>21%</b>	<b>8%</b>	<b>0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,16</b>	<b>52,5%</b>	<b>47,5%</b>	<b>38</b>	<b>52,8%</b>	<b>47,2%</b>	<b>37</b>
9 Ardeche	51,5%	48,5%	42	0%	5%	50%	23%	22%	0%	100%	1,33	46,6%	53,4%	59	46,5%	53,5%	43
11 Aude	47,8%	52,2%	23	3%	8%	50%	27%	1%	0%	100%	1,23	47,8%	52,2%	21	54,2%	45,8%	21
12 Aveyron	42,2%	57,8%	5	2%	1%	55%	32%	8%	0%	100%	1,27	42,2%	57,8%	30	42,2%	57,8%	14
30 Gard	58,8%	41,2%	30	0%	3%	61%	23%	0%	0%	100%	1,12	55,7%	44,3%	15	61,5%	38,5%	20
31 Gers (Haute)	48,8%	51,2%	27	1%	7%	58%	20%	7%	0%	100%	1,25	49,9%	50,1%	49	51,3%	48,7%	42
32 Gers	49,9%	50,1%	29	3%	7%	59%	30%	0%	0%	100%	1,27	49,8%	50,2%	51	50,2%	49,8%	5
34 Hérault	51,3%	48,7%	63	8%	14%	50%	21%	7%	0%	100%	1,17	50,2%	49,8%	40	52,8%	47,2%	34
46 Lot	45,1%	54,9%	33	4%	18%	38%	15%	24%	0%	100%	1,26	43,4%	56,6%	57	42,2%	57,8%	54
48 Lozère	46,7%	53,3%	17	6%	6%	51%	25%	13%	0%	100%	1,17	45,8%	54,2%	16	45,9%	54,1%	26
65 Pyrénées-Hautes	45,2%	54,8%	12	4%	10%	30%	30%	5%	0%	100%	1,31	42,8%	57,2%	24	42,4%	57,6%	20
66 Pyrénées-Orientales	49,8%	50,2%	50	10%	27%	30%	25%	8%	1%	100%	1,20	50,0%	50,0%	75	50,6%	49,4%	53
81 Tarn	48,5%	51,5%	22	0%	3%	61%	15%	9%	4%	100%	1,21	48,6%	51,4%	12	48,4%	51,6%	18
82 Tarn-et-Garonne	52,8%	47,2%	37	4%	7%	57%	26%	4%	1%	100%	1,17	50,5%	49,5%	29	50,4%	49,6%	35
<b>Ocitanie</b>	<b>49,0%</b>	<b>51,0%</b>	<b>25</b>	<b>2%</b>	<b>7%</b>	<b>57%</b>	<b>24%</b>	<b>8%</b>	<b>0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,21</b>	<b>48,7%</b>	<b>51,3%</b>	<b>26</b>	<b>51,1%</b>	<b>48,9%</b>	<b>26</b>
2 Alsace	50,5%	49,5%	33	0%	7%	62%	29%	1%	0%	100%	1,23	57,9%	42,1%	23	61,0%	39,0%	21
59 Nord	54,9%	45,1%	20	1%	8%	67%	23%	0%	0%	100%	1,24	51,7%	48,3%	27	52,2%	47,8%	26
60 Oise	55,6%	44,4%	57	3%	6%	68%	20%	6%	0%	100%	1,20	61,0%	39,0%	50	60,6%	39,4%	44
62 Pas-de-Calais	55,4%	44,6%	26	3%	6%	68%	14%	3%	0%	100%	1,23	55,7%	44,3%	30	56,0%	44,0%	25
80 Somme	52,0%	48,0%	36	1%	7%	63%	18%	8%	1%	100%	1,23	52,2%	47,8%	32	52,6%	47,4%	19
<b>Hauts-de-France</b>	<b>55,4%</b>	<b>44,6%</b>	<b>27</b>	<b>1%</b>	<b>6%</b>	<b>67%</b>	<b>20%</b>	<b>1%</b>	<b>0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,22</b>	<b>56,0%</b>	<b>44,0%</b>	<b>30</b>	<b>56,2%</b>	<b>43,8%</b>	<b>26</b>

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs relatifs au personnel- Valeurs médianes

Régions et départements	2015										2016			2017		
	Indicateur de qualification					Indicateur de vieillesse – technicité J/)	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	
	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V											Niveau VI
14 Calvados	2%	5%	58%	30%	3%	0%	0%	100%	1,27	52,8%	47,2%	30	52,8%	47,2%	28	
27 Eure	0%	9%	52%	32%	0%	0%	0%	100%	1,22	50,9%	49,1%	28	50,3%	49,7%	29	
50 Manche	4%	11%	55%	16%	13%	1%	0%	100%	1,24	50,9%	49,1%	36	49,6%	50,4%	27	
61 Orne	5%	10%	44%	38%	1%	0%	0%	100%	1,16	51,4%	48,6%	37	51,4%	48,6%	59	
76 Seine Maritime	5%	10%	65%	5%	11%	0%	0%	100%	1,21	51,6%	48,0%	28	51,0%	49,0%	28	
<b>Normandie</b>	<b>51,9%</b>	<b>9%</b>	<b>54%</b>	<b>18%</b>	<b>8%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,21</b>	<b>51,7%</b>	<b>48,3%</b>	<b>29</b>	<b>51,2%</b>	<b>48,8%</b>	<b>29</b>	
44 Loire Atlantique	3%	4%	57%	23%	4%	0%	0%	100%	1,22	46,7%	53,3%	24	46,6%	53,4%	16	
49 Maine-et-Loire	0%	13%	55%	2%	24%	0%	0%	100%	1,30	50,2%	49,8%	21	51,0%	49,0%	22	
53 Mayenne	3%	8%	54%	14%	20%	0%	0%	100%	1,26	51,5%	48,5%	23	50,9%	49,1%	15	
72 Sarthe	1%	5%	65%	14%	14%	2%	2%	100%	1,13	52,0%	48,0%	28	49,4%	50,6%	24	
85 Vendée	3%	12%	46%	21%	12%	0%	0%	100%	1,25	47,7%	52,3%	14	48,5%	51,5%	6	
<b>Pays de Loire</b>	<b>2%</b>	<b>5%</b>	<b>55%</b>	<b>17%</b>	<b>11%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,23</b>	<b>49,3%</b>	<b>50,7%</b>	<b>21</b>	<b>49,8%</b>	<b>50,2%</b>	<b>18</b>	
4 Alpes de Hautes Provenances	0%	5%	56%	30%	3%	0%	0%	100%	1,22	55,1%	44,9%	33	57,6%	42,4%	46	
5 Alpes Hautes	2%	10%	66%	21%	0%	0%	0%	100%	1,23	40,4%	59,6%	135	40,1%	59,9%	76	
6 Alpes Maritimes	2%	10%	50%	20%	13%	0%	0%	100%	1,22	51,0%	49,0%	24	50,0%	50,0%	32	
13 Bouches du Rhône	3%	6%	64%	24%	2%	1%	0%	100%	1,18	52,4%	47,6%	16	54,0%	46,0%	16	
83 Var	4%	2%	76%	2%	12%	0%	0%	100%	1,20	52,4%	47,6%	33	50,0%	50,0%	34	
84 Vaucluse	0%	2%	65%	28%	2%	0%	0%	100%	1,16	51,6%	48,4%	33	51,9%	48,1%	38	
<b>Provence-Alpes-Côte-d'Azur</b>	<b>2%</b>	<b>4%</b>	<b>63%</b>	<b>21%</b>	<b>6%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,21</b>	<b>51,7%</b>	<b>48,3%</b>	<b>33</b>	<b>51,0%</b>	<b>49,0%</b>	<b>37</b>	
1 Ain	3%	10%	52%	13%	1%	0%	0%	100%	1,15	49,2%	50,8%	18	50,5%	49,5%	15	
3 Allier	10%	11%	44%	20%	15%	0%	0%	100%	1,16	45,1%	54,9%	17	44,7%	55,3%	22	
7 Ardèche	1%	12%	58%	11%	17%	0%	0%	100%	1,22	55,0%	45,0%	17	54,9%	45,1%	18	
15 Cantal	5%	4%	60%	27%	3%	0%	0%	100%	1,18	49,2%	50,8%	20	49,2%	50,8%	37	
26 Drôme	2%	9%	54%	15%	10%	8%	0%	100%	1,22	51,7%	48,3%	21	50,2%	49,8%	23	
38 Isère	1%	1%	59%	21%	7%	0%	0%	100%	1,15	50,0%	50,0%	31	50,6%	49,4%	38	
42 Loire	1%	5%	54%	41%	0%	0%	0%	100%	1,27	55,3%	44,7%	28	53,3%	46,7%	28	
43 Loire (Haute)	6%	12%	54%	8%	18%	1%	0%	100%	1,22	48,5%	51,5%	14	48,8%	51,2%	9	
63 Puy de Dôme	2%	3%	60%	27%	3%	0%	0%	100%	1,23	53,3%	46,7%	13	53,5%	46,5%	13	
69 Rhône	3%	8%	54%	35%	0%	0%	0%	100%	1,14	50,5%	49,5%	34	51,0%	49,0%	19	
73 Savoie	7%	11%	56%	21%	3%	1%	0%	100%	1,21	51,5%	48,5%	44	52,4%	47,6%	34	
74 Savoie Haute	0%	8%	55%	33%	0%	0%	0%	100%	1,28	60,1%	39,9%	23	59,9%	40,1%	33	
<b>Auvergne-Rhône-Alpes</b>	<b>3%</b>	<b>8%</b>	<b>55%</b>	<b>27%</b>	<b>3%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,20</b>	<b>51,3%</b>	<b>48,7%</b>	<b>24</b>	<b>51,1%</b>	<b>48,9%</b>	<b>23</b>	
France métropole hors DOM	2%	7%	56%	19%	7%	0%	0%	100%	1,21	51,4%	48,6%	26	51,4%	48,6%	27	
Guadeloupe	0%	0%	88%	4%	8%	0%	0%	100%	1,17	48,7%	51,3%	16	48,4%	51,6%	16	
Martinique	1%	10%	54%	24%	7%	4%	0%	100%	1,12	44,7%	55,3%	13	38,8%	61,2%	108	
Guyane	5%	22%	18%	37%	5%	0%	0%	100%	1,21	59,7%	40,3%	15	59,7%	40,3%	44	
Reunion	1%	2%	53%	13%	5%	0%	0%	100%	1,14	59,3%	40,7%	12	58,7%	41,3%	12	
Mayotte	5%	25%	50%	2%	0%	0%	0%	100%	1,14	45,3%	54,7%	288	55,8%	46,2%	200	
<b>DOM</b>	<b>3%</b>	<b>11%</b>	<b>53%</b>	<b>13%</b>	<b>5%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,12</b>	<b>52,2%</b>	<b>47,8%</b>	<b>15</b>	<b>52,8%</b>	<b>47,2%</b>	<b>35</b>	
France (métropole et DOM)	2%	7%	56%	19%	7%	0%	0%	100%	1,21	51,4%	48,6%	26	51,4%	48,6%	27	







DIRECTION GÉNÉRALE  
DE LA COHESION SOCIALE

Annexe 6

***Services Délégués  
aux prestations***

**Tableau de bord**

Tableau de bord relatif aux indicateurs des services délégués aux prestations familiales-valeurs moyennes

Données générales

	2015		2016		2017	
	Nombre	Taux évolution/N-1	Nombre	Taux évolution/N-1	Nombre	Taux évolution/N
Mesures au 31/12	16 960	2,0%	17 295	2,0%	17 896	3,5%
Mesures en moyenne dans l'année	17 024	0,7%	17 137	0,7%	17 638	2,9%
ETP	1 052	3,9%	1 093	3,9%	1 084	-0,8%
Nombre de points	4 081 149	1,0%	4 121 196	1,0%	4 234 812	2,8%

Indicateurs de référence-Moyennes

	2015	2016	2017
Poids moyen de la mesure	19,98	20,04	20,01
Valeur du point service	16,02	16,31	15,98
Nombre de points par ETP	3 880	3 771	3 908
Nombre de mesure "moyenne" par ETP	16,71	16,24	16,83

Indicateurs secondaires liés aux groupes fonctionnels-Moyennes

	2015	2016	2017
Valeur du point afférent aux dépenses de personnel dont :	13,01	13,27	13,08
- Valeur du point délégué	7,45	7,57	7,47
- Valeur du point autres personnels	5,56	5,70	5,60

Indicateurs relatifs au personnel-Moyennes

	2015	2016	2017
Nombre de postes ETP (en %)			
Délégués	56,3%	56,9%	57,2%
Autres personnel	43,7%	43,0%	42,8%

Indicateur de qualification en 2015	Niveau I (H1/H)	Niveau II (H2/H)	Niveau III (H3/H)	Niveau IV (H4/H)	Niveau V (H5/H)	Niveau VI (H6/H)	Niveaux I à VI
%	3,6%	8,1%	65,0%	12,7%	10,0%	0,5%	100%

Indicateur de formation	2015	2016	2017
nb d'h/ETP	28,5	34,7	33,3

Indice de vieillesse-technicité en 2015	1,3
---	-----

	2015	2016	2017
<b>Nombre de points par l'ensemble des ETP</b>	<b>3 880</b>	<b>3 771</b>	<b>3 908</b>
Nombre de points par ETP délégués	6 892	6 630	6 830
Nombre de points par ETP autres personnels	8 877	8 761	9 132

Indicateurs d'activité-Moyennes

	2015
TAM par rapport à la durée théorique annuelle de travail	0,9

	2015
Coût de l'intervention des délégués	35,3

**Tableau de bord relatif aux indicateurs des services délégués aux prestations familiales-valeurs médianes**

Indicateurs de référence-Médianes

	2015	2016	2017
Poids moyen de la mesure	20,03	19,99	20,03
Valeur du point service	16,46	16,81	15,96
Nombre de points par ETP	3 810	3 736	3 871
Nombre de mesure "moyenne" par ETP	16,49	16,09	16,67

Indicateurs secondaires liés aux groupes fonctionnels-Médianes

	2015	2016	2017
Valeur du point afférent aux dépenses de personnel dont :	13,70	13,67	13,22
- Valeur du point délégué	7,27	7,53	7,34
- Valeur du point autres personnels	5,73	5,76	5,49

Indicateurs relatifs au personnel-Médianes

	2015	2016	2017
Nombre de postes ETP (en %)			
Délégués	56,8%	58,1%	58,4%
Autres personnel	43,2%	41,9%	41,6%

Indicateur de qualification en 2015	Niveau I (H1/H)	Niveau II (H2/H)	Niveau III (H3/H)	Niveau IV (H4/H)	Niveau V (H5/H)	Niveau VI (H6/H)	Niveaux I à VI
%	2,3%	6,8%	64,0%	6,3%	3,2%	0,0%	100,0%

Indicateur de formation	2015	2016	2017
nb d'hy/ETP	21,0	34,7	33,3

Indice de vieillesse-technicité en 2015	1,34
---	------

	2015	2016	2017
Nombre de points par l'ensemble des ETP	3 810	3 736	3 871
Nombre de points par ETP délégués	6 865	6 662	6 894
Nombre de points par ETP autres personnels	9 011	8 691	9 174

Indicateurs d'activité-Médianes

	2015
TAM par rapport à la durée théorique annuelle de travail	0,93

	2015
Coût de l'intervention des délégués	34,83

Tableau de bord sur les mesures

Nombre de mesures en moyenne, au 31/12 et flux

	2015		2016		2017		
	En nombre	En % du Total des mesures au 31/12	En nombre	En % du Total des mesures au 31/12	En nombre	En % du Total des mesures au 31/12	
<b>MJAGBF ou TPSE</b>	Nombre de mesures en moyenne dans l'année	16 941	99,9%	17 051	98,6%	17 557	98,1%
	Nombre de mesures au 31/12	16 876	99,5%	17 201	99,5%	17 808	99,5%
	Nombre de mesures nouvelles (1er janvier au 31 décembre)	4 482	26,4%	4 048	23,4%	4 226	23,6%
	Nombre de sorties de mesures (1er janvier au 31 décembre)	4 745	28,0%	3 469	20,1%	3 442	19,2%
<b>MJAGBF doublée d'une MAJ</b>	Nombre de mesures en moyenne dans l'année	84	0,5%	86	0,5%	82	0,5%
	Nombre de mesures au 31/12	84	0,5%	94	0,5%	88	0,5%
	Nombre de mesures nouvelles (1er janvier au 31 décembre)	12	0,1%	21	0,1%	10	0,1%
	Nombre de sorties de mesures (1er janvier au 31 décembre)	31	0,2%	13	0,1%	9	0,1%
<b>Total des mesures (MJAGBF et MJAGBF doublée d'une MAJ)</b>	Nombre de mesures en moyenne dans l'année	17 024	100,4%	17 137	99,1%	17 638	98,6%
	Nombre de mesures au 31/12	16 960	100,0%	17 295	100,0%	17 896	100,0%
	Nombre de mesures nouvelles (1er janvier au 31 décembre)	4 494	26,5%	4 069	23,5%	4 236	23,7%
	Nombre de sorties de mesures (1er janvier au 31 décembre)	4 776	28,2%	3 482	20,1%	3 451	19,3%

Répartition des familles en fonction de la prestation sociale perçue et selon les financeurs publics

Départements	Répartition en % des familles selon les financeurs publics				
	CAF	MSA	CARSAT	Régime spécial	TOTAL
Grand-Est	99,0%	1,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Nouvelle Aquitaine	94,8%	5,1%	0,0%	0,1%	100,0%
Bourgogne-Franche Comté	97,9%	2,1%	0,0%	0,0%	100,0%
Bretagne	95,5%	4,5%	0,0%	0,0%	100,0%
Centre-Val de Loire	97,5%	2,5%	0,0%	0,0%	100,0%
Corse	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Ile de France	99,8%	0,2%	0,0%	0,0%	100,0%
Occitanie	98,1%	1,9%	0,0%	0,0%	100,0%
Hauts-de-France	98,2%	1,8%	0,0%	0,0%	100,0%
Normandie	97,9%	2,1%	0,0%	0,0%	100,0%
Pays de Loire	95,4%	4,6%	0,0%	0,0%	100,0%
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	99,9%	0,1%	0,0%	0,0%	100,0%
Auvergne-Rhône-Alpes	99,1%	0,9%	0,0%	0,0%	100,0%
<b>Total National</b>	<b>97,9%</b>	<b>2,1%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100,0%</b>



















Services Délégués aux prestations familiales												Services Délégués aux prestations familiales								
Informations relatives au personnel-Moyennes												Informations relatives au personnel-Moyennes								
	Exercice 2015						Exercice 2016						Exercice 2017							
	Indicateur de qualification						Indicateur de technicité (/1)	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation					
	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI										Niveau à VI				
Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation																	
8 Adennes	4,8	41,7%	58,3%	0	20,8%	21%	56,3%	0,0%	18,8%	2,1%	100%	4,5	44,4%	55,6%	50	44,0%	56,0%	50		
10 Aube	5,4	57,4%	42,6%	0	0,0%	53,7%	37,0%	0,0%	9,3%	0,0%	100%	5,6	51,8%	48,2%	0	51,8%	48,2%	207		
15 Maine	10,5	47,6%	52,4%	37	2,8%	64,3%	1,4%	28,5%	1,4%	100%	100%	10,8	50,9%	49,1%	34	51,7%	48,3%	34		
52 Maine Haute	8,1	46,7%	53,3%	43	2,4%	2,3%	69,3%	25,5%	0,0%	100%	100%	4,4	53,3%	46,7%	7	4,4	53,3%	46,7%	123	
54 Mayenne-et-Moselle	8,2	54,9%	45,1%	58	3,3%	63,4%	15,6%	12,2%	0,0%	100%	100%	8,1	54,3%	45,7%	31	7,9	53,2%	46,8%	0	
55 Meuse	7,0	41,0%	59,0%	11	0,0%	49,9%	2,9%	47,2%	0,0%	100%	100%	1,4	41,0%	59,0%	7	7,0	41,0%	59,0%	14	
57 Moselle	21,5	43,7%	56,3%	20	1,9%	11,2%	50,1%	18,6%	18,2%	0,0%	100%	1,5	17,8	48,2%	16	16,9	61,7%	38,3%	13	
67 Rhin (Bas)	35,5	63,2%	36,8%	2	5,2%	10,3%	78,1%	0,0%	6,5%	0,0%	100%	1,4	15,4	63,5%	10	15,4	63,5%	36,5%	10	
68 Rhin (Haut)	8,7	63,8%	36,2%	9	1,1%	10,3%	63,8%	24,7%	0,0%	100%	100%	9,2	65,6%	34,4%	18	9,4	67,9%	32,1%	8	
88 Vosges	98,3	53,0%	47,0%	74	3,4%	8,5%	56,4%	27,4%	4,3%	0,0%	100%	13,1	53,4%	46,6%	43	13,1	53,4%	46,6%	43	
<b>Grand-Est</b>	<b>109,8</b>	<b>52,1%</b>	<b>47,9%</b>	<b>26</b>	<b>3,4%</b>	<b>9,8%</b>	<b>59,2%</b>	<b>13,0%</b>	<b>13,8%</b>	<b>0,3%</b>	<b>100%</b>	<b>11,3</b>	<b>54,2%</b>	<b>45,8%</b>	<b>24</b>	<b>94,8</b>	<b>56,2%</b>	<b>43,7%</b>	<b>34</b>	
16 Charente	8,9	53,9%	46,1%	21	3,4%	12,4%	61,2%	18,3%	1,1%	3,6%	100%	1,4	8,9	46,1%	53,9%	21	8,8	52,6%	47,4%	22
17 Charente Maritime	7,2	52,1%	47,9%	1	3,5%	9,3%	59,6%	5,8%	7,6%	14,2%	100%	1,4	7,0	50,3%	49,7%	1	6,5	49,5%	50,5%	0
19 Corrèze	6,0	76,5%	23,5%	87	0,0%	0,0%	83,3%	0,0%	16,7%	0,0%	100%	1,5	6,5	80,1%	19,9%	35	6,7	70,8%	29,2%	13
23 Creuse	3,6	57,7%	42,3%	22	4,8%	62,7%	25,2%	4,5%	2,8%	0,0%	100%	1,3	3,6	55,7%	44,3%	6	2,9	56,8%	43,2%	13
24 Dordogne	10,4	59,8%	40,2%	11	2,3%	9,3%	61,7%	13,1%	11,3%	2,5%	100%	1,4	11,1	55,7%	44,3%	29	11,1	55,7%	44,3%	29
33 Gironde	17,8	54,0%	46,0%	27	2,0%	0,7%	74,1%	11,0%	11,3%	0,9%	100%	1,3	19,1	58,3%	41,7%	19	21,3	59,6%	40,4%	52
40 Landes	7,2	52,9%	47,1%	9	0,0%	7,2%	59,1%	24,1%	9,0%	0,6%	100%	1,3	7,3	52,2%	47,8%	3	8,8	54,5%	45,5%	5
47 Lot-et-Garonne	4,9	54,0%	46,0%	8	0,0%	54,6%	43,5%	1,9%	21,9%	0,0%	100%	1,4	5,3	58,0%	42,0%	13	5,2	58,2%	41,8%	30
64 Pyrénées Atlantiques	10,7	64,5%	35,5%	0	1,5%	1,3%	73,4%	1,9%	21,9%	0,0%	100%	1,4	11,7	67,6%	32,4%	2	12,8	61,6%	38,4%	6
79 Sarthe Deux	12,8	57,6%	42,4%	49	0,0%	7,7%	53,8%	23,1%	7,7%	0,0%	100%	1,2	13,0	61,5%	38,5%	32	13,0	61,5%	38,5%	38
86 Vendée	10,4	54,8%	45,2%	4	0,2%	10,1%	60,7%	18,3%	8,5%	2,1%	100%	1,4	11,4	53,6%	46,4%	10	11,3	53,2%	46,8%	10
87 Vendée (Haut)	10,0	56,2%	43,8%	19	4,0%	9,0%	56,2%	25,8%	5,0%	0,0%	100%	1,3	10,1	56,6%	43,4%	8	10,0	56,3%	43,7%	14
<b>Nouvelle Aquitaine</b>	<b>109,8</b>	<b>57,1%</b>	<b>42,9%</b>	<b>23</b>	<b>1,7%</b>	<b>9,4%</b>	<b>62,6%</b>	<b>13,9%</b>	<b>9,6%</b>	<b>1,9%</b>	<b>100%</b>	<b>1,4</b>	<b>114,8</b>	<b>58,6%</b>	<b>41,4%</b>	<b>16</b>	<b>118,4</b>	<b>57,8%</b>	<b>42,2%</b>	<b>24</b>
21 Côte d'Or	10,7	68,3%	31,7%	32	0,5%	10,8%	70,0%	10,8%	9,4%	0,0%	100%	1,3	9,5	68,4%	31,6%	102	10,7	68,6%	31,4%	46
25 Doubs	12,8	58,7%	41,3%	27	2,3%	11,4%	59,7%	1,6%	23,6%	1,4%	100%	1,3	12,9	58,4%	41,6%	71	12,9	58,4%	41,6%	106
39 Jura	5,7	73,9%	26,1%	21	2,9%	0,0%	81,0%	1,8%	13,3%	0,0%	100%	1,5	5,7	74,0%	26,0%	42	5,7	73,7%	26,3%	43
58 Nièvre	3,2	56,3%	43,7%	8	0,0%	3,1%	65,6%	12,5%	18,8%	0,0%	100%	1,3	3,7	51,4%	48,6%	58	3,7	51,4%	48,6%	26
71 Saône Haute	11,1	53,2%	46,8%	51	0,0%	6,8%	59,2%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	11,7	52,1%	47,9%	24	9,9	47,4%	52,6%	34
70 Saône Loire	13,3	52,3%	47,7%	32	4,2%	7,6%	62,7%	15,1%	9,4%	1,1%	100%	1,5	13,7	50,9%	49,1%	20	13,7	50,9%	49,1%	57
89 Yonne	4,1	74,6%	25,4%	29	1,2%	7,3%	74,6%	0,0%	16,9%	0,0%	100%	1,2	4,8	70,8%	29,2%	26	5,3	78,6%	21,4%	23
90 Terr. de Belfort	4,5	44,8%	55,2%	7	0,0%	14,3%	42,9%	42,9%	0,0%	0,0%	100%	1,3	4,5	44,8%	55,2%	7	3,5	49,3%	50,7%	9
<b>Bourgogne-Franche Comté</b>	<b>65,3</b>	<b>55,4%</b>	<b>44,6%</b>	<b>30</b>	<b>1,9%</b>	<b>8,1%</b>	<b>67,6%</b>	<b>9,2%</b>	<b>13,4%</b>	<b>0,5%</b>	<b>100%</b>	<b>1,3</b>	<b>66,5</b>	<b>58,1%</b>	<b>41,9%</b>	<b>48</b>	<b>65,4</b>	<b>58,2%</b>	<b>41,8%</b>	<b>53</b>
22 Côte d'Armor	10,4	54,4%	45,6%	17	0,0%	0,0%	80,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,2	11,9	54,1%	45,9%	44	11,8	54,9%	45,1%	23
27 Finistère	14,9	61,3%	38,7%	3	2,0%	5,9%	71,7%	0,0%	20,0%	0,3%	100%	1,3	15,0	61,2%	38,8%	5	15,0	61,2%	38,8%	30
56 Ille et Vallée	7,6	50,0%	50,0%	94	5,5%	0,0%	67,1%	27,6%	0,0%	0,0%	100%	1,3	9,4	57,4%	42,6%	65	9,4	57,4%	42,6%	65
58 Morbihan	5,4	63,0%	37,0%	10	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,0	5,4	63,0%	37,0%	13	5,4	63,0%	37,0%	13
<b>Bretagne</b>	<b>38,3</b>	<b>57,4%</b>	<b>42,6%</b>	<b>24</b>	<b>2,1%</b>	<b>2,6%</b>	<b>80,0%</b>	<b>6,3%</b>	<b>8,9%</b>	<b>0,1%</b>	<b>100%</b>	<b>1,2</b>	<b>41,8</b>	<b>56,6%</b>	<b>43,4%</b>	<b>30</b>	<b>41,8</b>	<b>56,8%</b>	<b>43,2%</b>	<b>34</b>

Services Délégués aux prestations familiales										Services Délégués aux prestations familiales																			
Informations relatives au personnel-Moyennes										Informations relatives au personnel-Moyennes																			
Exercice 2015										Exercice 2016										Exercice 2017									
Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveau à VI	Indicateur de qualification	Indicateur de formation	Indicateur de technicité	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation								
																						Indicateur de qualification	Indicateur de formation	Indicateur de technicité	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Nombre total d'ETP
18 Cher	10,0	7,0%	0,0%	66,7%	0,0%	26,3%	0,0%	100%	1,2	5,7	52,6%	47,4%	14	5,7	52,6%	47,4%	14	5,7	52,6%	47,4%	20								
26 Eure et Loir	11,4	1,8%	4,4%	57,9%	20,2%	15,8%	0,0%	100%	1,4	11,4	50,0%	50,0%	16	11,4	50,0%	50,0%	16	11,4	50,0%	50,0%	27								
28 Ile de France	2,4	4,2%	4,2%	62,3%	29,2%	0,0%	0,0%	100%	1,3	3,9	51,3%	48,7%	7	3,9	51,3%	48,7%	7	3,9	51,3%	48,7%	15								
37 Indre-et-Loire	8,3	5,3%	13,0%	53,3%	17,8%	10,7%	0,0%	100%	1,5	8,3	48,2%	51,8%	26	8,3	48,2%	51,8%	26	8,3	48,2%	51,8%	28								
41 Loire et Cher	3,2	0,0%	6,3%	78,1%	0,0%	15,6%	0,0%	100%	1,3	3,2	78,1%	21,9%	14	3,2	78,1%	21,9%	14	3,2	78,1%	21,9%	0								
44 Loiret	8,5	3,5%	9,4%	5,9%	52,3%	25,9%	0,0%	100%	1,4	8,5	51,6%	48,4%	27	8,5	51,6%	48,4%	27	8,5	51,6%	48,4%	20								
<b>Centre-Val de Loire</b>	<b>39,5</b>	<b>3,7%</b>	<b>6,8%</b>	<b>47,3%</b>	<b>22,2%</b>	<b>17,4%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,4</b>	<b>41,0</b>	<b>52,7%</b>	<b>47,3%</b>	<b>25</b>	<b>41,1</b>	<b>53,4%</b>	<b>46,6%</b>	<b>20</b>	<b>41,0</b>	<b>52,7%</b>	<b>46,6%</b>	<b>20</b>								
24 Corse du Sud	0,0	0,0%	41,2%	58,3%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	0,7	75,3%	24,7%	140	1,0	53,9%	46,1%	0	0	0	0	182								
26 Corse Haute	0,9	55,6%	44,4%	62,5%	25,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3	0,8	62,5%	37,5%	0	0,8	62,5%	37,5%	0	0,8	62,5%	37,5%	0								
<b>Corse</b>	<b>1,5</b>	<b>63,3%</b>	<b>36,7%</b>	<b>60,4%</b>	<b>11,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,3</b>	<b>1,5</b>	<b>68,6%</b>	<b>31,4%</b>	<b>73</b>	<b>1,8</b>	<b>59,3%</b>	<b>40,7%</b>	<b>87</b>	<b>1,8</b>	<b>55,7%</b>	<b>44,3%</b>	<b>87</b>								
75 Paris	30,0	19,4%	12	11,0%	2,8%	19,4%	2,6%	100%	1,4	12,1	54,8%	45,2%	101	13,2	57,1%	42,9%	93	13,2	57,1%	42,9%	93								
77 Seine-Marne	24,0	56,3%	43,8%	8,3%	64,3%	12,5%	10,4%	100%	1,4	24,0	56,3%	43,8%	16	24,0	56,3%	43,8%	16	24,0	56,3%	43,8%	22								
78 Yvelines	20,8	63,7%	36,3%	18	12,8%	8,9%	13,8%	10,1%	1,3	21,3	62,4%	37,6%	28	19,8	59,6%	40,4%	26	19,8	59,6%	40,4%	26								
81 Essonne	38,3	63,3%	36,7%	4,5%	76,4%	9,7%	1,1%	100%	1,3	41,0	64,4%	35,6%	43	41,0	62,9%	37,1%	14	41,0	62,9%	37,1%	14								
92 Seine-Saint-Denis	15,1	14,8%	13	14,8%	1,1%	56,6%	11,6%	0,0%	1,3	19,4	53,1%	46,9%	10	21,2	51,1%	48,9%	9	21,2	51,1%	48,9%	9								
93 Seine-Saint-Denis	21,3	54,0%	46,0%	4,7%	70,6%	4,7%	13,2%	1,8%	1,4	21,1	54,5%	45,5%	97	21,1	54,5%	45,5%	97	21,1	54,5%	45,5%	97								
94 Val-de-Marne	39,7	3,8%	14,5%	49,1%	2,2%	30,4%	0,0%	100%	1,3	39,9	47,6%	52,4%	34	39,9	47,6%	52,4%	34	39,9	47,6%	52,4%	104								
95 Val-d'Oise	34,6	45,2%	7,3%	50,0%	35,7%	0,0%	0,0%	100%	1,2	34,6	45,2%	54,8%	142	34,6	45,2%	54,8%	142	34,6	45,2%	54,8%	154								
<b>Île de France</b>	<b>362,8</b>	<b>55,5%</b>	<b>44,5%</b>	<b>61,1%</b>	<b>32,2%</b>	<b>11,3%</b>	<b>0,5%</b>	<b>100%</b>	<b>1,3</b>	<b>372,4</b>	<b>56,4%</b>	<b>43,6%</b>	<b>50</b>	<b>372,4</b>	<b>55,7%</b>	<b>44,3%</b>	<b>50</b>	<b>372,4</b>	<b>55,7%</b>	<b>44,3%</b>	<b>50</b>								
9 Jura	1,6	43,2%	56,8%	9,9%	43,2%	35,8%	11,1%	0,0%	1,6	1,8	43,3%	56,7%	19	1,8	43,3%	56,7%	19	1,8	43,3%	56,7%	19								
11 Aube	8,3	47,2%	52,8%	18	14,9%	13,1%	14,9%	0,0%	1,3	9,3	43,2%	56,8%	0	9,9	49,9%	50,1%	0	9,9	49,9%	50,1%	0								
12 Aveyron	6,5	44,6%	55,4%	2,2%	64,1%	14,3%	16,9%	0,0%	1,4	6,8	48,5%	51,5%	91	6,8	48,5%	51,5%	91	6,8	48,5%	51,5%	88								
30 Gard	6,5	59,9%	40,1%	0,0%	57,1%	42,9%	0,0%	100%	1,1	7,0	57,1%	42,9%	5	7,0	57,1%	42,9%	5	7,0	57,1%	42,9%	5								
31 Gers	9,0	67,8%	32,2%	6,4%	75,5%	12,3%	3,7%	0,0%	1,6	10,9	60,3%	39,7%	15	10,9	60,3%	39,7%	15	10,9	60,3%	39,7%	18								
32 Gers	2,6	38,5%	61,5%	19,2%	38,5%	42,3%	0,0%	100%	1,4	2,6	38,5%	61,5%	49	2,6	38,5%	61,5%	49	2,6	38,5%	61,5%	18								
34 Hérault	11,7	65,8%	34,2%	0,0%	91,3%	8,7%	9,1%	0,0%	1,0	13,0	61,5%	38,5%	9	13,0	61,5%	38,5%	9	13,0	61,5%	38,5%	26								
46 Lot	0,8	70,5%	29,5%	2,6%	22,9%	45,9%	0,0%	100%	1,3	0,8	68,8%	31,2%	27	0,8	66,7%	33,3%	28	0,8	66,7%	33,3%	28								
48 Lot-et-Garonne	1,8	50,0%	50,0%	2,6	15,8%	47,4%	36,8%	0,0%	1,3	1,8	50,0%	50,0%	11	1,9	47,4%	52,6%	22	1,8	47,4%	52,6%	22								
65 Pyrénées-Hauts	3,4	58,8%	41,2%	1,2%	68,8%	19,5%	0,0%	100%	1,5	3,4	59,2%	40,8%	18	3,4	59,2%	40,8%	18	3,4	59,2%	40,8%	18								
66 Pyrénées-Orient	3,2	62,5%	37,5%	0,0%	64,0%	9,9%	17,8%	0,0%	1,6	3,2	62,5%	37,5%	0	4,2	64,0%	36,0%	5	4,2	64,0%	36,0%	5								
81 Tarn	3,5	58,8%	41,2%	20,0%	73,3%	0,0%	0,0%	100%	1,3	3,4	58,8%	41,2%	40	3,4	58,8%	41,2%	40	3,4	58,8%	41,2%	40								
82 Tarn-et-Garonne	3,5	45,7%	54,3%	21	20,0%	20,0%	0,0%	100%	1,4	3,4	48,4%	51,6%	37	3,5	47,9%	52,1%	45	3,5	47,9%	52,1%	45								
<b>Occitanie</b>	<b>64,0</b>	<b>56,7%</b>	<b>43,3%</b>	<b>8,7%</b>	<b>65,7%</b>	<b>17,7%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,3</b>	<b>69,0</b>	<b>54,7%</b>	<b>45,3%</b>	<b>21</b>	<b>70,9</b>	<b>57,1%</b>	<b>42,9%</b>	<b>22</b>	<b>70,9</b>	<b>57,1%</b>	<b>42,9%</b>	<b>22</b>								
2 Alsace	8,4	59,5%	40,5%	16,3%	59,5%	22,5%	1,8%	100%	1,4	8,4	59,5%	40,5%	40	8,4	59,5%	40,5%	40	8,4	59,5%	40,5%	40								
31 Nord	37,1	67,4%	32,6%	7,7%	88,7%	0,0%	1,2%	0,0%	1,3	43,0	68,2%	31,8%	37	44,4	69,9%	30,1%	21	44,4	69,9%	30,1%	21								
60 Oise	7,5	61,3%	38,7%	5,3%	64,0%	10,5%	17,1%	0,0%	1,4	8,3	61,4%	38,6%	87	0	0	0	0	0	0	0	0								
75 Paris de Paris	34,6	51,6%	48,4%	9,1%	64,9%	7,6%	16,4%	0,0%	1,3	35,1	52,8%	47,2%	75	35,1	52,8%	47,2%	75	35,1	52,8%	47,2%	18								
80 Somme	19,2	50,8%	49,2%	13,3%	63,3%	16,4%	7,3%	100%	1,4	17,2	53,3%	46,7%	6	16,7	58,7%	41,3%	6	16,7	58,7%	41,3%	7								
<b>Hauts-de-France</b>	<b>106,8</b>	<b>60,0%</b>	<b>40,0%</b>	<b>7,4%</b>	<b>73,1%</b>	<b>7,6%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,3</b>	<b>111,0</b>	<b>60,6%</b>	<b>39,4%</b>	<b>47</b>	<b>104,6</b>	<b>61,9%</b>	<b>38,1%</b>	<b>47</b>	<b>104,6</b>	<b>61,9%</b>	<b>38,1%</b>	<b>47</b>								

Services Délégués aux prestations familiales																		
Informations relatives au personnel-Moyennes																		
	Exercice 2015						Exercice 2016						Exercice 2017					
	Indicateur de qualification						Indicateur de viabilité (tenue / j)	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation			
	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI										Niveau I à VI		
Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveau I à VI	Indicateur de viabilité (tenue / j)	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation			
14 Guadalupe	17,5	61,7%	38,3%	23	0,0%	61,3%	31,9%	5,0%	0,0%	100%	1,3	17,5	61,7%	38,3%	23			
17 Eure	11,4	59,5%	40,5%	18	6,2%	66,0%	27,0%	0,0%	0,0%	100%	1,4	11,8	59,2%	40,8%	27			
50 Mayenne	10,6	63,6%	36,6%	12	0,0%	68,6%	5,4%	15,9%	2,0%	100%	1,6	10,6	63,4%	36,6%	12			
61 Oise	8,2	52,7%	47,3%	11	5,9%	56,5%	32,9%	1,2%	3,5%	100%	1,2	9,4	56,6%	43,6%	11			
76 Seine-Maritime	24,8	53,4%	46,6%	13	3,9%	61,6%	10,5%	20,8%	0,0%	100%	1,3	25,3	53,7%	46,3%	13			
<b>Normandie</b>	<b>72,5</b>	<b>57,8%</b>	<b>42,2%</b>	<b>26</b>	<b>3,5%</b>	<b>62,2%</b>	<b>19,9%</b>	<b>10,8%</b>	<b>0,2%</b>	<b>100%</b>	<b>1,4</b>	<b>74,6</b>	<b>58,2%</b>	<b>41,8%</b>	<b>36</b>			
44 Loire-Atlantique	5,9	63,1%	36,9%	4	1,0%	69,8%	13,0%	3,1%	0,0%	100%	0,8	6,8	60,3%	39,7%	3			
49 Maine-et-Loire	11,0	60,8%	39,2%	19	1,4%	65,5%	2,7%	30,4%	0,0%	100%	1,3	11,0	60,4%	39,6%	25			
83 Mayenne	7,4	60,8%	39,2%	19	2,6%	62,8%	9,5%	18,9%	1,4%	100%	1,4	7,4	60,4%	39,6%	19			
72 Sarthe	6,9	58,8%	41,2%	34	4,9%	131,3%	34,9%	36,1%	2,3%	100%	1,6	5,7	63,7%	36,3%	0			
85 Vendée	6,0	56,0%	44,0%	9	2,9%	60,3%	2,8%	4,6%	0,8%	100%	1,3	8,0	56,6%	43,4%	12			
<b>Pays de Loire</b>	<b>39,2</b>	<b>58,7%</b>	<b>41,3%</b>	<b>17</b>	<b>2,9%</b>	<b>59,0%</b>	<b>18,1%</b>	<b>15,1%</b>	<b>0,8%</b>	<b>100%</b>	<b>1,3</b>	<b>38,9</b>	<b>58,9%</b>	<b>41,1%</b>	<b>13</b>			
4 Alpes de Hautes-Provence	0,6	50,0%	50,0%	0	0,0%	66,7%	33,3%	0,0%	0,0%	100%	1,2	0,5	60,0%	40,0%	23			
15 Alpes-Hautes	0,6	58,3%	41,7%	6	3,3%	96,7%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,4	0,8	66,2%	33,8%	21			
13 Alpes-Maritimes	7,6	61,8%	38,2%	2	2,6%	60,5%	25,0%	0,0%	0,0%	100%	1,5	7,0	57,1%	42,9%	21			
13 Bouches-du-Rhône	24,0	45,0%	55,0%	23	0,0%	73,3%	0,0%	26,7%	0,0%	100%	1,3	25,8	45,7%	54,3%	17			
83 Var	3,5	51,4%	48,6%	0	0,9%	73,1%	0,0%	25,1%	0,0%	100%	1,4	3,5	51,4%	48,6%	58			
84 Vaucluse	8,2	54,9%	45,1%	30	6,1%	61,0%	30,5%	2,4%	0,0%	100%	1,4	9,3	54,8%	45,2%	31			
<b>Provence-Alpes-Côte-d'Azur</b>	<b>44,5</b>	<b>50,4%</b>	<b>49,6%</b>	<b>18</b>	<b>2,1%</b>	<b>33,6%</b>	<b>24,2%</b>	<b>3,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,4</b>	<b>46,9</b>	<b>50,2%</b>	<b>49,8%</b>	<b>24</b>			
1 Ain	7,8	61,3%	38,7%	101	1,3%	61,3%	27,7%	0,0%	1,9%	100%	1,4	7,9	66,5%	33,5%	95			
3 Allier	10,2	49,0%	51,0%	38	6,5%	57,0%	0,0%	27,3%	0,0%	100%	1,3	10,2	49,0%	51,0%	20			
7 Ardèche	1,0	72,8%	27,2%	5	10,7%	77,7%	0,0%	9,7%	0,0%	100%	1,5	1,1	73,6%	26,4%	4			
15 Cantal	3,1	51,6%	48,4%	56	3,2%	161,3%	61,3%	3,2%	0,0%	100%	1,3	3,5	57,1%	42,9%	60			
26 Drôme	10,2	41,2%	58,8%	32	6,4%	52,3%	18,1%	19,1%	4,3%	100%	1,3	10,5	36,2%	63,8%	55			
48 Eure-et-Loire	8,2	60,3%	39,7%	14	1,2%	68%	21,6%	10,2%	0,0%	100%	1,5	8,2	60,2%	39,8%	0			
18 Isère	19,5	42,6%	57,6%	36	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,4	20,5	43,9%	56,1%	33			
43 Loire-Atlantique	5,3	51,1%	48,9%	40	1,5%	221,1%	6,3%	7,4%	1,0%	100%	1,2	5,9	56,4%	43,6%	28			
83 Pyrénées-Orientales	8,3	60,2%	39,8%	89	5,2%	93,8%	0,0%	1,0%	0,0%	100%	1,4	8,9	59,4%	40,6%	47			
89 Rhône	10,3	65,9%	34,1%	0	2,7%	84,3%	1,6%	10,0%	0,0%	100%	1,3	11,4	65,9%	34,1%	0			
73 Savoie	7,0	55,0%	45,0%	12	2,0%	113,8%	2,8%	14,1%	0,0%	100%	1,4	7,7	59,7%	40,3%	16			
74 Savoie-Haute	5,7	54,2%	45,8%	0	2,8%	57,7%	35,2%	0,0%	0,0%	100%	1,2	6,9	56,5%	43,5%	0			
<b>Auvergne-Rhône-Alpes</b>	<b>96,6</b>	<b>52,9%</b>	<b>47,1%</b>	<b>37</b>	<b>3,8%</b>	<b>71,0%</b>	<b>10,1%</b>	<b>8,9%</b>	<b>0,7%</b>	<b>100%</b>	<b>1,3</b>	<b>102,8</b>	<b>53,6%</b>	<b>46,4%</b>	<b>30</b>			
France métropole hors DOM	1 046,8	56,4%	43,6%	29	3,6%	8,0%	12,8%	10,1%	0,8%	100%	1,3	1 097,9	56,9%	43,0%	35			
Guadeloupe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Martinique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Guyane	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Réunion	5,0	41,7%	58,3%	0	5,0%	111,1%	9,3%	0,0%	0,0%	100%	1,2	5,1	41,2%	58,8%	0			
<b>France (métropole et DOM)</b>	<b>1 051,8</b>	<b>56,3%</b>	<b>43,7%</b>	<b>28</b>	<b>3,6%</b>	<b>8,1%</b>	<b>12,7%</b>	<b>10,0%</b>	<b>0,8%</b>	<b>100%</b>	<b>1,3</b>	<b>1 083,7</b>	<b>57,2%</b>	<b>42,8%</b>	<b>33</b>			

Services Délégués aux prestations familiales

Informations relatives au personnel-Médianes

		Exercice 2015										2016	2017
Indicateur de formation	Indicateur de qualification										Indicateur de formation	Indicateur de formation	
	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveaux I à VI	Indicateur de vieillesse – technicité J/I					
8 Ardennes	-	20,8%	2,1%	56,3%	0,0%	18,8%	2,1%	100%	1,26	50	50		
10 Aube	-	0,0%	53,7%	37,0%	9,3%	0,0%	0,0%	100%	1,30	-	207		
51 Marne	37	2,8%	1,4%	64,3%	1,4%	28,5%	1,5%	100%	1,36	34	34		
52 Marne Haute	43	2,4%	2,3%	69,9%	25,5%	0,0%	0,0%	100%	1,11	57	123		
54 Meurthe-et-Moselle	58	3,3%	5,5%	63,4%	15,6%	12,2%	0,0%	100%	1,23	31	-		
55 Meuse	11	0,0%	0,0%	49,9%	2,9%	47,2%	0,0%	100%	1,39	7	14		
57 Moselle	20	1,9%	11,2%	50,1%	18,6%	18,2%	0,0%	100%	1,46	16	13		
67 Rhin (Bas)	2	5,2%	10,3%	78,1%	0,0%	6,5%	0,0%	100%	1,40	10	10		
68 Rhin (Haut)	9	1,1%	10,3%	63,8%	24,7%	0,0%	0,0%	100%	1,34	18	8		
68 Vosges	74	3,4%	8,5%	56,4%	27,4%	4,3%	0,0%	100%	1,27	43	43		
<b>Grand-Est</b>	<b>16</b>	<b>2,6%</b>	<b>7,0%</b>	<b>59,9%</b>	<b>12,4%</b>	<b>9,3%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,32</b>	<b>24</b>	<b>24</b>		
16 Charente	21	3,4%	12,4%	61,2%	18,3%	1,1%	3,6%	100%	1,36	21	22		
17 Charente Maritime	11	1,9%	13,4%	41,7%	3,3%	31,6%	8,0%	100%	1,31	2	-		
19 Corrèze	87	0,0%	0,0%	83,3%	0,0%	16,7%	0,0%	100%	1,51	35	13		
23 Creuse	14	2,9%	37,7%	48,4%	2,7%	8,3%	0,0%	100%	1,28	4	9		
24 Dordogne	11	2,3%	9,3%	61,7%	13,1%	11,1%	2,5%	100%	1,42	29	29		
33 Gironde	23	2,0%	0,5%	81,5%	7,6%	7,8%	0,6%	100%	1,39	18	44		
40 Landes	9	0,0%	7,2%	59,1%	24,1%	9,0%	0,6%	100%	1,35	3	5		
47 Lot-et-Garonne	4	0,0%	29,5%	58,0%	12,5%	0,0%	0,0%	100%	1,30	7	180		
64 Pyrénées Atlantiques	-	1,5%	1,7%	76,1%	2,5%	18,2%	0,0%	100%	1,41	3	9		
79 Sévres Deux	49	0,0%	7,7%	53,8%	23,1%	7,7%	0,0%	100%	1,23	32	38		
86 Vienne	4	0,2%	10,1%	60,7%	18,3%	8,5%	2,1%	100%	1,44	10	10		
87 Vienne (Haute)	21	2,5%	7,5%	60,0%	19,5%	10,6%	0,0%	100%	1,39	8	18		
<b>Nouvelle Aquitaine</b>	<b>10</b>	<b>0,8%</b>	<b>7,5%</b>	<b>63,2%</b>	<b>7,7%</b>	<b>8,1%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,38</b>	<b>9</b>	<b>13</b>		
21 Côte d'Or	32	0,5%	9,4%	70,0%	10,8%	9,4%	0,0%	100%	1,26	102	46		
25 Doubs	27	2,3%	11,4%	59,7%	1,6%	23,6%	1,4%	100%	1,31	71	106		
39 Jura	21	2,9%	0,0%	81,0%	2,9%	13,3%	0,0%	100%	1,48	42	43		
58 Nièvre	8	0,0%	3,1%	65,6%	12,5%	18,8%	0,0%	100%	1,32	58	26		
70 Saône Haute	51	0,0%	6,8%	93,2%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,27	24	34		
71 Saône Loire	37	4,4%	7,7%	62,8%	14,1%	10,1%	0,8%	100%	1,44	21	54		
89 Yonne	29	1,2%	7,3%	74,6%	0,0%	16,9%	0,0%	100%	1,21	26	23		
90 Territ. de Belfort	7	0,0%	14,3%	42,9%	42,9%	0,0%	0,0%	100%	1,30	7	9		
<b>Bourgogne-Franche Comté</b>	<b>27</b>	<b>1,2%</b>	<b>7,3%</b>	<b>65,6%</b>	<b>10,5%</b>	<b>12,6%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,31</b>	<b>27</b>	<b>43</b>		
22 Côtes d'Armor	17	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,19	44	23		
29 Finistère	15	4,5%	3,3%	81,0%	0,0%	11,0%	0,2%	100%	1,26	9	17		
35 Ile et Vilaine	94	5,3%	0,0%	67,1%	27,6%	0,0%	0,0%	100%	1,25	65	65		
56 Morbihan	10	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,03	13	13		
<b>Bretagne</b>	<b>17</b>	<b>1,4%</b>	<b>0,0%</b>	<b>92,3%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,25</b>	<b>14</b>	<b>23</b>		

Services Délégués aux prestations familiales											
Informations relatives au personnel-Médianes											
Exercice 2015											
Indicateur de formation	Indicateur de qualification								Indicateur de vieillesse – technicité J/I	2016	2017
	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveaux I à VI				
18 Cher	7	7,0%	0,0%	66,7%	0,0%	26,3%	0,0%	100%	1,22	14	20
28 Eure et Loir	28	1,8%	4,4%	57,9%	20,2%	15,8%	0,0%	100%	1,37	16	27
36 Indre	10	4,2%	4,2%	62,5%	29,2%	0,0%	0,0%	100%	1,34	77	15
37 Indre-et-Loire	31	5,3%	13,0%	53,3%	17,8%	10,7%	0,0%	100%	1,47	26	28
41 Loir et Cher	24	0,0%	6,3%	78,1%	0,0%	15,6%	0,0%	100%	1,31	14	-
45 Loiret	33	3,5%	9,4%	5,9%	55,3%	25,9%	0,0%	100%	1,40	27	20
<b>Centre-Val de Loire</b>	<b>26</b>	<b>3,8%</b>	<b>5,3%</b>	<b>60,2%</b>	<b>19,0%</b>	<b>15,7%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,35</b>	<b>21</b>	<b>20</b>
2A Corse du Sud	-	0,0%	41,2%	58,8%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,33	140	-
2B Corse Haute	53	0,0%	12,5%	62,5%	25,0%	0,0%	0,0%	100%	1,32	-	182
<b>Corse</b>	<b>27</b>	<b>0,0%</b>	<b>26,8%</b>	<b>60,7%</b>	<b>12,5%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,33</b>	<b>70</b>	<b>91</b>
75 Paris	12	11,0%	2,8%	64,2%	19,4%	2,6%	0,0%	100%	1,37	101	93
77 Seine Marne	48	4,2%	8,3%	64,6%	12,5%	10,4%	0,0%	100%	1,39	16	22
78 Yvelines	18	12,8%	8,9%	54,4%	13,8%	10,1%	0,0%	100%	1,30	28	26
91 Essonne	48	0,9%	4,5%	76,4%	9,7%	7,3%	1,1%	100%	1,35	43	14
92 Seine Hauts de	13	14,8%	1,1%	56,6%	11,6%	15,9%	0,0%	100%	1,34	10	9
93 Seine St Denis	49	5,0%	4,7%	70,6%	4,7%	13,2%	1,8%	100%	1,35	97	9
94 Val de Marne	67	3,8%	14,5%	49,1%	2,2%	30,4%	0,0%	100%	1,29	34	104
95 Val d'oise	91	7,1%	7,1%	50,0%	35,7%	0,0%	0,0%	100%	1,24	142	154
<b>Île de France</b>	<b>48</b>	<b>6,1%</b>	<b>5,9%</b>	<b>60,4%</b>	<b>12,1%</b>	<b>10,3%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,35</b>	<b>38</b>	<b>60</b>
9 Ariège	6	0,0%	9,9%	43,2%	35,8%	11,1%	0,0%	100%	1,55	19	19
11 Aude	18	7,8%	14,9%	49,4%	13,1%	14,9%	0,0%	100%	1,27	-	-
12 Aveyron	26	2,6%	2,2%	64,1%	14,3%	16,9%	0,0%	100%	1,37	91	88
30 Gard	30	0,0%	0,0%	55,0%	45,0%	0,0%	0,0%	100%	1,10	4	4
31 Garonne (Haute)	16	2,1%	6,4%	75,5%	12,3%	3,7%	0,0%	100%	1,56	15	18
32 Gers	-	0,0%	19,2%	38,5%	42,3%	0,0%	0,0%	100%	1,37	49	49
34 Hérault	24	0,0%	0,0%	83,3%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,00	9	27
46 Lot	27	4,2%	24,9%	25,5%	45,4%	0,0%	0,0%	100%	1,32	28	28
48 Lotzère	26	0,0%	15,8%	47,4%	36,8%	0,0%	0,0%	100%	1,25	11	22
65 Pyrénées Hautes	18	1,5%	10,2%	68,8%	19,5%	0,0%	0,0%	100%	1,50	18	18
66 Pyrénées Orient.	-	1,2%	7,6%	64,0%	9,5%	17,8%	0,0%	100%	1,58	-	5
81 Tarn	23	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,30	40	-
82 Tarn et Garonne	21	6,7%	20,0%	73,3%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,37	37	45
<b>Occitanie</b>	<b>18</b>	<b>0,0%</b>	<b>8,2%</b>	<b>60,0%</b>	<b>16,7%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,33</b>	<b>15</b>	<b>19</b>
2 Aisne	51	0,0%	16,3%	59,5%	22,5%	1,8%	0,0%	100%	1,36	40	40
59 Nord	28	2,6%	7,3%	89,0%	0,0%	1,1%	0,0%	100%	1,31	37	21
60 Oise	70	3,2%	5,3%	64,0%	10,5%	17,1%	0,0%	100%	1,39	87	87
62 Pas-de-Calais	20	6,2%	5,8%	62,1%	14,9%	11,0%	0,0%	100%	1,33	96	24
80 Somme	1	0,0%	13,3%	63,3%	16,4%	6,3%	0,0%	100%	1,42	6	7
<b>Hauts-de-France</b>	<b>26</b>	<b>1,6%</b>	<b>11,5%</b>	<b>64,0%</b>	<b>10,5%</b>	<b>2,8%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100%</b>	<b>1,34</b>	<b>62</b>	<b>24</b>

Services Délégués aux prestations familiales												
Informations relatives au personnel-Médianes												
Exercice 2015												
Indicateur de formation	Indicateur de qualification						Indicateur de vieillesse – technicité J/I	Indicateur de formation 2016	Indicateur de formation 2017			
	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI				Niveaux I à VI		
14 Calvados	23	1,9%	0,0%	61,3%	31,9%	5,0%	0,0%	1,35	23	23		
27 Eure	10	4,1%	2,7%	60,9%	32,3%	0,0%	0,0%	1,40	22	17		
50 Manche	12	0,0%	8,1%	68,6%	5,4%	15,9%	2,0%	1,56	-	3		
61 Orne	182	5,5%	0,0%	63,1%	21,9%	2,4%	7,1%	1,20	63	67		
76 Seine Maritime	12	5,8%	3,3%	60,5%	11,1%	19,2%	0,0%	1,25	64	55		
<b>Normandie</b>	<b>18</b>	<b>3,3%</b>	<b>1,5%</b>	<b>62,6%</b>	<b>18,8%</b>	<b>4,9%</b>	<b>0,0%</b>	<b>1,35</b>	<b>39</b>	<b>36</b>		
44 Loire Atlantique	4	1,0%	13,0%	69,8%	13,0%	3,1%	0,0%	0,76	3	8		
49 Maine-et-Loire	19	1,4%	0,0%	65,5%	2,7%	30,4%	0,0%	1,34	25	10		
53 Mayenne	19	2,6%	5,4%	62,2%	9,5%	18,9%	1,4%	1,39	19	20		
72 Sarthe	34	4,9%	13,1%	34,9%	36,1%	8,7%	2,3%	1,56	-	-		
85 Vendée	12	1,6%	5,5%	76,6%	13,5%	2,4%	0,3%	1,29	15	15		
<b>Pays de Loire</b>	<b>17</b>	<b>2,0%</b>	<b>5,7%</b>	<b>63,9%</b>	<b>11,3%</b>	<b>6,8%</b>	<b>0,3%</b>	<b>1,34</b>	<b>15</b>	<b>10</b>		
4 Alpes de Hautes Provenances	-	0,0%	0,0%	66,7%	33,3%	0,0%	0,0%	1,20	23	23		
5 Alpes Hautes	6	3,3%	0,0%	96,7%	0,0%	0,0%	0,0%	1,41	21	72		
6 Alpes Maritimes	2	2,6%	11,8%	60,5%	25,0%	0,0%	0,0%	1,47	21	23		
13 Bouches du Rhône	23	0,0%	73,3%	0,0%	26,7%	0,0%	0,0%	1,33	17	29		
83 Var	-	0,9%	0,9%	73,1%	0,0%	25,1%	0,0%	1,36	58	-		
84 Vaucluse	30	6,1%	0,0%	61,0%	30,5%	2,4%	0,0%	1,45	31	25		
<b>Provence-Alpes-Côte-d'Azur</b>	<b>4</b>	<b>1,7%</b>	<b>0,4%</b>	<b>63,8%</b>	<b>25,8%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>1,39</b>	<b>22</b>	<b>24</b>		
1 Ain	101	1,3%	7,7%	61,3%	27,7%	0,0%	1,9%	1,41	95	100		
3 Allier	38	6,5%	9,2%	57,0%	0,0%	27,3%	0,0%	1,31	20	98		
7 Ardèche	7	9,5%	2,3%	76,6%	0,0%	11,6%	0,0%	1,53	7	8		
15 Cantal	56	3,2%	16,1%	61,3%	16,1%	3,2%	0,0%	1,28	60	60		
26 Drôme	32	6,4%	0,0%	52,1%	18,1%	19,1%	4,3%	1,28	55	56		
38 Isère	14	1,2%	6,8%	60,2%	21,6%	10,2%	0,0%	1,49	-	-		
42 Loire	36	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	1,35	33	33		
43 Loire (Haute)	40	1,5%	22,1%	61,8%	6,3%	7,4%	1,0%	1,23	28	31		
63 Puy de Dome	171	5,3%	0,0%	93,7%	0,0%	1,0%	0,0%	1,48	88	45		
69 Rhône	-	2,7%	1,9%	84,1%	1,4%	10,0%	0,0%	1,31	-	4		
73 Savoie	12	7,0%	11,3%	64,8%	2,8%	14,1%	0,0%	1,37	16	62		
74 Savoie Haute	-	2,8%	4,2%	57,7%	35,2%	0,0%	0,0%	1,24	-	44		
<b>Auvergne-Rhône-Alpes</b>	<b>34</b>	<b>2,7%</b>	<b>4,4%</b>	<b>63,3%</b>	<b>2,1%</b>	<b>5,3%</b>	<b>0,0%</b>	<b>1,36</b>	<b>22</b>	<b>39</b>		
France métropole hors DOM	1 047	3,6%	8,0%	64,9%	12,8%	10,1%	0,5%	1,34	35	33		
Guadeloupe												
Martinique												
Guyane												
Réunion	-	5,1%	11,5%	73,1%	10,3%	0,0%	0,0%	1,24	-	100		
<b>DOM</b>	<b>-</b>	<b>5,1%</b>	<b>11,5%</b>	<b>73,1%</b>	<b>10,3%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>1,24</b>	<b>-</b>	<b>100</b>		
France (métropole et DOM)	1 052	3,6%	8,1%	65,0%	12,7%	10,0%	0,5%	1,34	35	33		

ANNEXE 7

TABLEAU DE CALCUL DE LA DGF D'UN SERVICE DÉLÉGUÉ  
AUX PRESTATIONS FAMILIALES PAR FINANCEUR PUBLIC

Montant de la DGF allouée en 2017				
Prestation sociale la plus élevée versée par		Nombre de familles au 31/12/2015 (MJAGBF-MJAGBF doublée d'une MAJ-TPSE)	% de la DGF	Montant DGF
la CAF			0,0%	-
la MSA			0,0%	-
la CARSAT			0,0%	-
Régime spécial (Indiquez ci-contre le nom du régime spécial)			0,0%	-
			0,0%	-
			0,0%	-
			0,0%	-
			0,0%	-
			0,0%	-
TOTAL		0	0%	-